

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

RHO00000 !

LA SALE RACILLE QUI TIRE
SUR LE GENTIL POLICIER !
ALLEZ, TOUS AVEC MOI !

LE BÂTON !
LE BÂTON !



NEMO

M 06726 - 33 H - F: 3,00 € - RD



3€

ISSN 0026-9433

« Ecoute, j'ai été enfant de chœur,
militant socialiste et bistrot.
C'est dire si j'en ai entendu des conneries... »

Michel Audiard

Hors série n° 33

du 27 décembre 2007 au 16 janvier 2008

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie donc pas de chefs chez nous! C'est à tou.te.s les militant.e.s qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeant/exécutant, la participation effective des militant.e.s aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont: le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie Publico, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique et sociale; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire!

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité toute entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs: l'émancipation des individus; l'égalité sociale, économique et politique; la liberté de création; la justice; l'éducation libertaire et permanente; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion); la démocratie directe; une économie tournée vers la satisfaction des besoins; l'abolition du salariat; l'écologie; la libre union des individus ou des populations; la liberté d'expression; la libre circulation des individus.

Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Sommaire

Le **Code du travail** violé, par Chroniques syndicales, page 3

Bonne année aux cons, par M. Rajsfus, page 6

Asie en pleine effervescence, par P. Sommermeyer, page 7

Une nouvelle de J.-P. Levaray, page 10

Beckett a **deux becs**, par R. Dadoun, page 13

Cités... **Silence!**, par J.-P. Garnier page 15

Les guerres de **Cipriano** par F. Gomez, page 19

Octobre **1917**, par R. Berthier, page 23

Cousue de fil blanc, par N. Potkine, page 27

Contacts de la Fédération anarchiste, page 29

Les émissions de **Radio libertaire**, page 31



Comme tous les hivers, votre *Monde libertaire* hebdo prend un repos mérité. Vous le retrouverez le 17 janvier chez les marchands de journaux les mieux fournis. Comme, hélas, il ne sont pas les plus nombreux, nous vous signalons un petit outil bien pratique, mis en place par les NMPP, notre diffuseur: le site internet <http://www.trouverlapresse.com> qui vous indiquera les points de ventes approvisionnés les plus proches de vous. Face au monopole de la presse d'argent et des marchands d'armes, nous avons toujours besoin du soutien de nos lecteurs!

Tarifs

(hors-série inclus)

France

et DOM-TOM

Étranger

3 mois, 13 n^{os}

○ 20 €

○ 27 €

6 mois, 25 n^{os}

○ 38 €

○ 46 €

1 an, 45 n^{os}

○ 61 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Le viol discret du Code du Travail

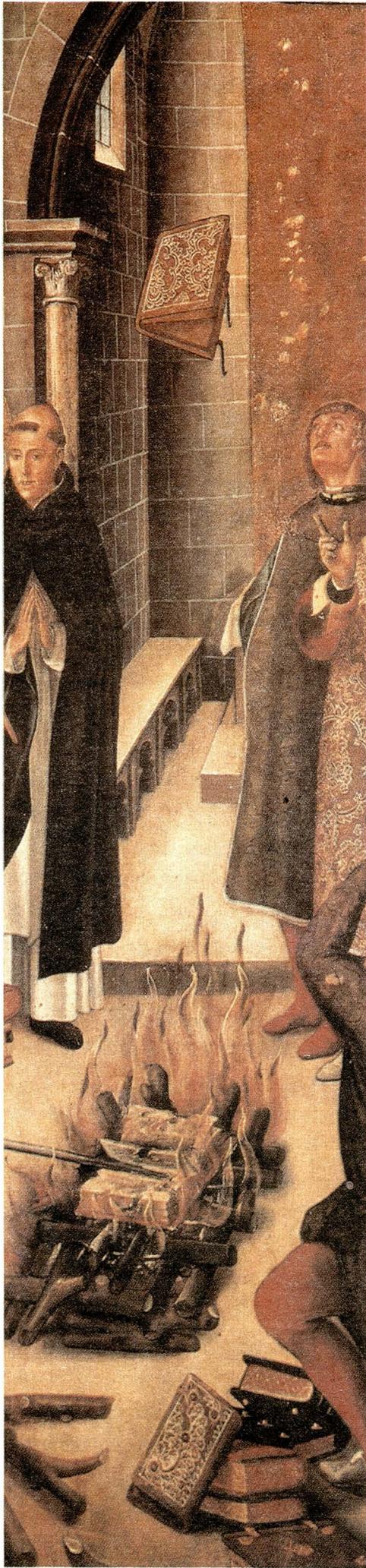
Avant la «trêve des confiseurs» le parlement a tranché. Le code du du travail version light a été adopté. Les voix de la gauche parlementaire se sont élevées, mais... Comme l'avait déclaré Gérard Filoche sur radio-libertaire aux «Chroniques syndicales» courant septembre (dont nous retranscrivons ci-après le teneur), le débat ne passionne pas les foules; bien sûr aucune « une », à peine quelques lignes et encore, dans les quotidiens d'opinion. La presse financière ne pavoise pas, les «people» non plus. C'est vrai qu'avec les frasques élyséennes, ils et elles ont d'autre grain à moudre. Bon solstice d'hiver quand même.



Radio libertaire: Aujourd'hui nous recevons Gérard Filoche pour son livre *La vie, l'amour sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas? Faut-il brûler le Code du travail?* Ce livre a été édité chez Jean-Claude Cazevich. Le CPE et le CNE ont été deux prétextes à réécriture des 3851 articles du Code du travail prévu par M. de Villepin. Une commission travaillait depuis août 2005 pour refondre les dizaines de livres du Code en 38 chapitres touchant aussi bien à la doctrine, à la nature du contrat au CDE, au droit du licenciement, qu'aux détails des droits eux-mêmes dans toutes les branches et les métiers. Il était prévu que des ordonnances seraient votées pour refaire le nouveau Code en août 2006. Le magnifique mouvement social de février/avril aura différé ces ordonnances, mais pour combien de temps? Le CPE a été retiré, mais qu'en est-il des autres attaques contre le droit social? Nicolas Sarkozy qui en appelle à la rupture, ne cesse de proclamer qu'il est favorable à la destruction de 120 ans d'acquis sociaux. L'OCDE reproche au gouvernement français d'avoir cédé à « des groupes de pression vociférants » qui auraient empêché de flexibiliser le travail. Le MEDEF, lui, reprochait au CPE de ne pas aller assez loin dans la remise en cause du CDI. Des rapports multiples prônent la précarisation de tous les contrats salariés. « La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi », explique Laurence Parisot, successeur du baron Sellières à la tête du Medef. Elle recommande de la collaboration à la place de la subordination, la flexibilité à la place du licenciement. Le contrat « objectif cinq ans » à la place du CDI, la séparabilité à la place du droit à l'emploi. Le contrat de gré à gré à la place du contrat collectif, enfin

cette rupture avec notre droit social aura-t-elle lieu? Le droit du travail est un droit intime qui concerne 16 millions de salariés dans le privé. Cela joue dans leur quotidien, dans leur activité professionnelle, même quand ils ne le savent pas. C'est un droit peu enseigné, peu reconnu, mais c'est un droit décisif. Le bafouer peut mettre des millions de jeunes dans la rue. Il a secoué toute la société française autour du CPE et du CME et ce n'est peut-être pas fini. Donc le livre de Gérard Filoche est un livre exceptionnel, qui ne plaît pas à bien des radios comme il l'écrit. Il fait l'inventaire des questions du droit du travail, il enquête sur la destruction de 150 ans d'histoire républicaine et sociale de notre pays depuis que le MEDEF selon ses propres termes a nommé à sa tête des tueurs pour mener la guerre aux 35 heures. Alors Gérard Filoche que va devenir le Code du travail et cette rupture chère à M. Sarkozy avec notre droit social aura-t-elle lieu?

Gérard Filoche: Malheureusement les choses sont dans une mauvaise voie, je vais vous le dire et j'essaie de le dénoncer dans tous les médias, mais il y a beaucoup d'embûches..., bref je vous remercie de m'avoir invité! Il y a un scoop, il y a un nouveau code du travail en France qui a été promulgué le 12 mars dernier par ordonnance suite à une décision du conseil des ministres le 7 mars. Vous ne le savez pas, les Français ne le savent pas, les salariés ne le savent pas, *Le Monde* n'en a jamais parlé, *Libération* non plus. Et partout, tous les syndicats se sont prononcés contre, en temps utile et malgré cela il est promulgué et va s'appliquer pour sa partie juridique le 30 septembre prochain, c'est à dire dans quinze jours (l'interview remonte donc à septembre, NDLR); c'est la première fois depuis cent



rente ans que le Code du travail existe que cela arrive. Il y a eu une légère recodification, c'est à dire un ajustement des numéros des articles en 1973 mais cela n'avait rien touché de fondamental. Tandis que là, ils ont totalement déstructuré le Code du travail entièrement dans une indifférence organisée et avec des méthodes non parlementaires sans concertation et sans débat. Vous allez me dire que ce que raconte Filoche n'est pas possible, qu'on ne peut pas changer le Code du travail dans ce pays sans que cela ne se sache! Eh bien si! Parce qu'en vérité, il y avait des ordonnances prises en 2001, la bonne intention était de retravailler les textes juridiques pour qu'il n'y ait pas assez de redondance. M. de Villepin a transformé ça en simplification du code du travail. En 2005, ils devaient tout régler par ordonnance, avec le CPE en mai, juin 2006 ils devaient faire ratifier cela par le Parlement. C'est la victoire contre le CPE qui l'en a empêché. Du coup, des délais étaient dépassés, épuisés pour faire ça. Courant octobre 2006, tout aurait dû être réglé, donc l'année dernière.

Alors ils ont fait une manœuvre, une magouille, ils ont utilisé la loi sur l'intéressement et la participation qui a été adoptée sans grands débats à l'automne dernier par le parlement (15 décembre 2006) publié au *Journal officiel* le 30 décembre 2006. Donc je suis sûr que vous l'avez tous lu, car le 30 décembre tout le monde se précipite pour lire le *Journal officiel*! Et ils ont introduit un article, n° 57, qui prolonge les délais de l'habilitation de l'ordonnance pour neuf mois, jusqu'au 30 septembre 2007. Vous voyez comment les choses se passent, pas d'articles, pas d'informations. C'est ce qu'ils appellent un cavalier parlementaire, un article qui parle d'autre chose, dans une loi qui parle d'autre chose! Donc, le premier janvier, ils avaient un délai de neuf mois. À une réunion au Sénat (le 29 janvier) le ministre du travail déclare qu'il faudra tout faire avant la présidentielle. Il y a eu quelques sénateurs qui ont tout de même exprimé leur indignation en disant que ce n'était pas possible. Il a fait un second test devant une commission parlementaire (6 février), tous les syndicats ont grimpé au plafond. Il y a eu des réactions, même un communiqué syndical commun qui dénonçait la marche forcée. Et puis finalement le 7 mars, j'étais à Périgueux ou était jugé l'assassin de deux inspecteurs du travail (2 septembre). Le conseil des ministres avait bien promulgué la loi qui n'était pas applicable tout de suite (JO du 12 mars). Chirac était coutumier du fait. L'application des modifications du Code du travail entre en vigueur pour la partie législative le premier octobre et pour la partie réglementaire, une grosse partie évidemment, en cours de finition, applicable le premier mars 2008. C'est vous dire que le changement est d'importance, sous le secret, le mensonge, le silence effrayant des médias. On me dira qu'il n'y a pas tellement de changement que cela, que

c'est de la simplification, qu'après tout il faut juste réécrire... Eh bien non, ils ont doublé le nombre d'articles, mais par contre ils ont fait des opérations inouïes. Ils ont transformé 500 lois en décrets, c'est-à-dire qu'ils n'ont plus besoin ensuite de passer par le parlement pour les virer du code. Par exemple, la question de la durée du travail, c'est une question qui depuis le XIX^e siècle est liée à la santé du travailleur. Elle était donc au chapitre condition de travail, ils l'ont mise au chapitre salaire. Il n'y a donc plus de rapport entre la santé et la durée du travail! Un deuxième exemple, le contrat d'apprentissage était un contrat de travail ils l'ont mis dans la partie formation professionnelle, ce qui va changer beaucoup de droit. Un troisième exemple, le droit de grève est un droit constitutionnel, d'ordre public et social. On ne peut pas le négocier, puisqu'il s'impose à tous. Eh bien, ils l'ont mis dans la partie négociation collective. Donc cela pourra au niveau de l'entreprise servir de monnaie d'échange! Cela permet donc de négocier un droit qui est constitutionnel, et donc, pas négociable!

Pour la partie inspection du travail, on était assuré de son indépendance (garantie par l'OIT convention 81). Là, on est placé dans le chapitre administration du travail. Notre tâche était d'alerter les pouvoirs publics sur le sort fait aux salariés, pas de servir la politique des gouvernements en place! Ce ne sont que quelques exemples mais je pourrais en donner plus. On me dit qu'il y a des choses obsolètes dans le Code du travail, qu'il faut changer. Un exemple: il est prévu des chambres d'allaitement dans les entreprises de plus de 300 personnes... Il y a toujours eu des journalistes pour me dire que ça n'existe plus... On peut en discuter, mais il y a avec ce texte, un petit alinéa qui stipule qu'en cas de non-présence de ces chambres, la personne peut bénéficier d'une heure par jour (en accord avec l'employeur) pour allaiter son enfant jusqu'à l'âge d'un an. C'est cela qu'ils veulent faire sauter, des petits droits de ce type vont être balayés. J'ai déjà vu à Virgin une déléguée du personnel qui voulait allaiter son enfant. Il a fallu intervenir à plusieurs reprises pour que ce droit soit respecté.

Dans le Code du travail il y a dix articles fondamentaux, aux Prud'hommes ou ailleurs. Et il y a des centaines d'articles spécifiques, des cas précis pour certains métiers qui complètent tout cela. En fait, ce qu'ils font c'est mutiler le Code du travail dans ses fondements doctrinaux, ils transforment des lois qu'ils ont l'intention de faire passer à la trappe, et ils enlèvent des centaines de « petits droits » qui ont été conquis à force de lutte, de grève pendant plus d'un siècle...

J'ai été long mais si les auditeurs veulent bien l'entendre, j'aimerais qu'ils m'aident à percer le mur du silence autour de la destruction du code du travail. Certains disent que ce n'est pas si grave que ça, qu'on va s'arranger, moi je dis que c'est très grave! Toute la juris-

prudence va devenir caduque, les délégués du personnel, syndicaux, les inspecteurs du travail vont devoir apprendre les nouvelles réglementations.

C'est une thérapie de choc, de destruction et je suis viscéralement choqué par le fait que ça se fasse dans le silence, que les grands journaux n'en parlent pas. J'ai entendu des animateurs de radio, de télé, déclarer que c'était trop compliqué, que les gens ne comprenaient pas, qu'on rentrait dans des détails trop techniques, et que ça faisait tomber l'audience! Moi je prétend que non! C'est un droit mal connu, mal enseigné, mais les gens en ont tous besoin. Cela concerne leur vie quotidienne même quand ils ne le savent pas. Lorsque l'on arrive à leur expliquer de manière pédagogique ce qui va leur arriver, ils comprennent et contrairement à ce que disent les médias, cela ne les ennue pas.

Je vous remercie de ne pas m'avoir interrompu, dans d'autres radios, au bout de quelques minutes je suis coupé! On me déclare que c'est trop compliqué... Pourtant c'est simple, la machine à broyer le Code du travail est en marche!

Radio libertaire: Quelques questions... le projet est-il vraiment bien ficelé? N'y a-t-il pas des failles juridiques, est-ce qu'on ne peut pas imaginer des contradictions au niveau juridique, comme au niveau du Bureau international du travail? Le cas flagrant étant le « nouveau » statut des inspecteurs du travail.

Gérard Filoche: Tout ça est bien évidemment sur le tapis. Il y a des recours qui sont en route au conseil d'État, le conseil constitutionnel pourrait être saisi... Prenons bien sûr le cas des inspecteurs du travail. On nous dit maintenant « vous allez aider Monsieur Hortefeux à chasser les immigrés ». Ça nous rappelle en arrière, on se comprend bien, 40/44 c'est ça! On nous dit, vous allez être sous la tutelle de contrôle de ce ministère et non plus lui faire des rapports sur l'état des salariés de ce pays. Pour mémoire, la mission des inspecteurs du travail est sous le contrôle du Ministère du travail depuis 1906. On a fêté le centenaire l'année dernière, encore une fois très discrètement. Avant on était sous le contrôle du ministère du Commerce et de l'Industrie. C'était pas terrible, c'était les débuts, l'inspection du travail a été créée en 1892. Passer sous la tutelle du ministère du Travail confortait notre indépendance et le sens de notre mission. En vérité dans le monde entier c'est comme ça que ça se passe, les conventions l'entendent ainsi. Mais là on nous découpe notre boulot, si on nous assigne une mission particulière, caractéristique, en fait celle de faire du chiffre pour le ministère des expulsions... Si j'ai bien compris, il s'agit de 25 000 expulsions avant 2007. On va demander aux inspecteurs du travail de mettre la main à l'ouvrage? Ce serait, bien sûr, au détriment de leur travail journalier et de plus en contradiction avec leurs objectifs fondamentaux.

Indépendance? La aussi on a engagé des recours auprès de l'OIT. Tout ça a démarré, mais pour le moment le gouvernement est lancé, il s'en fout, il avance. Il faut bien comprendre que le rouleau compresseur est en marche. Nous savons, bien sûr, que nombre de salariés ont voté pour Sarkozy. Il n'aurait pas gagné s'il n'avait eu que les voix du Medef. 53 pour cent des voix des Français, il y a donc des salariés là-dedans. Je le sais, nous le savons, ils se sont fait avoir s'il ont donné leur voix à celui-là. Aucun salarié n'avait intérêt à voter pour lui, mais la conscience politique n'est pas chose facile. Quand on n'est pas informé, quand on ne sait pas ce qui vous attend, quand on ne connaît pas le Code du travail. Les autres avancent au rouleau compresseur. J'ai entendu hier que le Medef se réjouissait. Il avait reçu les syndicats et il leur avait proposé un nouveau type de contrat. Ce n'est pas franchement nouveau. Ça se résume à mettre en pièces le CDI. Il ne faudrait plus calculer la durée du travail ni sur la semaine ni sur le mois, ni sur le temps, mais dire: « nous vous fixons un objectif, une mission et le contrat s'arrêtera quand vous aurez atteint l'objectif, effectué la mission ».

C'est comme chez les architectes, dans trois mois vous devez me rendre du travail et débrouillez-vous. Je vous paye un forfait. Les gens y laissent leur santé, travaillent 15 heures par jour... Ce genre de choses, c'est le retour au servage. Car les précités doivent courir après un autre emploi. Retour aux loueurs de services, de bras d'avant le salariat. C'est la tentative de ne plus appliquer de droit collectif à l'activité salariale. C'est individualiser chaque contrat pour un objectif donné en échappant au calcul horaire, aux conventions collectives, à la lecture du contrat...

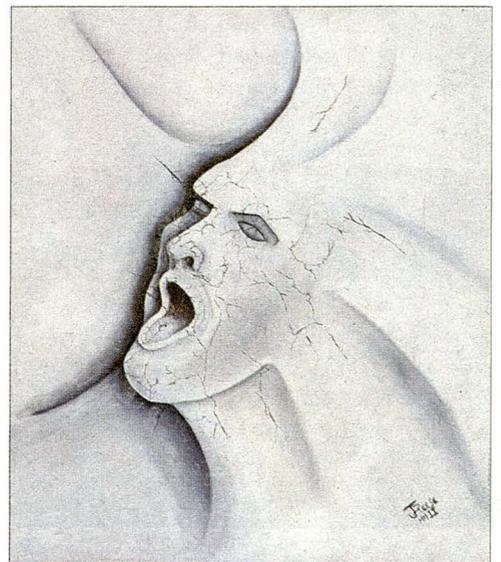
C'est cela que Parisot voulait exprimer avec sa « déclaration poétique » sur la précarité. Mais que cela veut-il dire? Hé bien que depuis 50 siècles l'humanité se trompe. Nos ancêtres dans les temps les plus reculés luttèrent contre la précarité, la soif, la faim, le froid, la souffrance... ils ont cherché à s'en sortir; On a inventé l'agriculture, c'était pour lutter contre la précarité de la cueillette, on a inventé l'élevage contre la précarité de la chasse... L'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte contre la précarité. Et arrive Parisot, l'intellectuelle du travail et de la liberté qui nous déclare « tout doit être précaire ». Donc l'humanité se trompe dans sa recherche de stabilité, de vie décente, de garantie...

Moi, je vous dis, M^{me} Parisot, vive Cromagnon!

Retournons avant l'invention de l'agriculture et de l'époque de l'élevage. Et que chacun se débrouille au jour le jour, au mois le mois, parce que le droit est étouffant. Cette dame est même allée plus loin; elle a osé dire que « la liberté s'arrêtait là où commençait le Code du travail » ça se médite, féminisme et patronat...

J.-P. G.

(À suivre, bien sûr)



Bonne année aux

cons patriotes...

ils ont voté et puis après...

Léo Ferré

2008 S'ANNONCE sous les meilleures auspices pour ceux que la démocratie hérisse. En élisant Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, les Français ont vendu leur âme au Diable, et vont se faire piétiner, sans la moindre compensation. Nombreux ont été ces Gribouilles qui se sont jetés dans les urnes pour ne pas manquer l'occasion de perdre ce qui subsistait encore d'authentiques libertés fondamentales.

Le droit de vote, ce suffrage universel, qui fut une réelle conquête, en d'autres temps, peut conduire à de telles aberrations. Par peur de l'inconnu, les électeurs ont voté flic, pour être certains que leur sécurité serait ainsi assurée. Un ancien ministre de l'Intérieur à l'Élysée, avec à ses côtés un ancien directeur général de la police nationale, cela ne peut que garantir ce climat de calme apparent que les gogos attendaient depuis si longtemps. Avec deux maîtres policiers à la tête de l'État, nous pouvons être certains que les forces de l'ordre verront leur pouvoir renforcé.

Cette vérité, sortie des urnes, ne fait qu'annoncer la mise en place d'une société de plus en plus policière. Il n'en reste pas moins que le citoyen lambda ne semble pas trop étonné de la présence, trop visible, de policiers et de gendarmes mobiles, en toute occasion. Comme si les leçons d'un passé récent n'avaient pas été retenues, le Français moyen est toujours satisfait de la proximité des mercenaires en arme. Oublié le massacre du 17 octobre 1961 – il est vrai que l'on ne tuait alors que des Algériens. Oubliée cette police haineuse, matraquant et gasant les étudiants, en mai 1968. Oubliés bien sûr, ces temps où nos flics étaient au service de la Gestapo.

Le petit Bonaparte n'avait pourtant rien caché de ses intentions, et son programme ne masquait aucune ambiguïté. C'est ainsi qu'au lendemain de son élection, il annonçait la couleur – si l'on peut dire – en créant un ministère de l'Identité nationale. En fait, une officine d'exclusion. Rien de tel pour que les vrais Français, se rengorgent de se sentir si blancs. En effet, il est possible de montrer du doigt, sans craindre d'être poursuivi pour racisme, les « Bougnoules », les

« Bamboulas » et les « Chinetoques ». Ainsi réconfortés, les autochtones ne peuvent qu'avoir un moral élevé.

Dans le même temps que les plus fortunés étaient invitées à se goinfrer des 15 milliards d'euros du fameux « Paquet fiscal », les régimes spéciaux de retraite étaient remis en cause au nom de l'égalité de tous devant l'austérité, sans doute. Cela à la grande satisfaction des bons citoyens qui, faute de gagner plus, sont ravis de voir supprimer des avantages acquis par les luttes, et dont ils ne bénéficient pas. Ce qui ne leur rapporte rien, mais ce nivellement, par le bas, approuvé sourdement par les cons et les connes ne peut que préluder à d'autres offensives contre le monde du travail.

C'était dans la logique des choses, mais le bon peuple ne semble pas encore avoir tiré réellement les leçons de sa stupidité. Bientôt, le droit de grève sera encadré, au nom bien entendu de ce service minimum, ou de l'intérêt national censé satisfaire le plus grand nombre de nos compatriotes. Régression décrétée à la grande joie des abrutis, qui ne cessent d'annoncer en chœur qu'ils sont pris en otage lors d'une grève des transports en commun. Ceux-là ne sont pas en mesure de comprendre – pas encore – qu'ils passeront au tourniquet à la première occasion. Chacun son tour!

S'inspirant du bon La Fontaine, Nicolas va pouvoir nous redire, sans, risque d'être contredit: « Travaillez, prenez de la peine — C'est le fonds qui manque le moins... » Prioritairement, n'oublions pas Jacques Prévert qui, dans *Paroles*, parlait d'or, même s'il évoquait Jésus: « ... Assis sous un arbre, il parabolait: heureux les pauvres d'esprit, ceux qui ne cherchent pas à comprendre. Ils travailleront dur, ils recevront des coups de pied au cul, ils feront des heures supplémentaires qui leur seront comptées plus tard au royaume de mon Père... »

Très bientôt, il sera peut-être possible de dire, en soupirant: « Il était une fois la démocratie. » Cela pourrait faire le titre d'un film, dont toute fiction serait absente.

Bonne année quand même!

Maurice Rajsfus



Le G8 à Hokkaido, Japon!

Pierre Sommermeyer



LE G8 VOYAGE! Enfin, tous les ans sa réunion change de place. Après Rostock en Allemagne ce sera « l'année prochaine à Hokkaido » au Japon, du 7 au 9 juillet.

Il a été à Gênes, à Évian, à Saint-Petersbourg, et en bien d'autres lieux. Pour 2008 il retourne au Japon ou il avait déjà été en 2000, à Okinawa. L'endroit a bien été choisi. Comme sur l'île d'Okinawa il suffira de fermer le détroit maritime pour éviter l'afflux de manifestants. Pourtant les anarchistes japonais sont déjà en train de se mobiliser. Il suffit de se rendre sur ce site web <http://a.sanpal.co.jp/no-g8/> pour y trouver d'abord un poster appelant à contrer cette nouvelle manifestation des grands de ce monde et par la suite des informations à propos des manifestations. Mais nous, à l'autre bout de la planète, que savons nous de cette partie du monde?

L'Extrême-Orient, c'est loin!

C'est l'occasion de faire un tour d'horizon sur cette région du globe. Ce n'est pas un hasard si les puissants qui nous gouvernent reviennent en Extrême-Orient. C'est bien là que se joue l'avenir du monde. La globalisation, comme l'appellent les anglophones, la mondialisation comme nous disons, a fait rentrer dans le monde quelques milliards d'individus. Nous étions habitués au modèle japonais dont on nous a rebattu les oreilles pendant des années avec sa « magnifique organisation du travail ». Aujourd'hui c'est la Chine dont on nous conte les merveilles du fait de son nombre de consommateurs potentiels. Il y a donc ce pays, certes, mais aussi, bien sûr, le Japon et puis la Corée-du-Sud, tellement en

avance économiquement et politiquement sur sa sœur du nord. Cette dernière va certainement devenir dans les années qui viennent un formidable champ d'investissement tant elle est dans une situation dramatique. Puis il y a aussi toute cette péninsule qui dans notre imaginaire s'appelle encore l'Indochine. Il y a le Vietnam, le Laos, le Cambodge. Tous ces pays sont dans la zone d'influence chinoise. À ses limites on trouve l'Indonésie et les Philippines. Plus loin, mais beaucoup plus rattaché qu'on ne peut le croire, il y a l'Australie. Cette partie du monde rassemble près de deux milliards d'individus. Pour rappel, la France éternelle, c'est soixante millions de personnes.

Dans cette région du monde des alliances se sont formées depuis des années, des endroits de conflits perdurent à travers le temps. Mais le capitalisme financier joue un rôle unificateur, je n'oserais dire pacificateur, qu'il ne faut pas sous-estimer. Simultanément les luttes sociales ont pris de l'ampleur, sans que l'on en sache trop à leur propos en Europe. L'Extrême-Orient, c'est loin!

Cela fait cinquante ans que le sud de la péninsule indochinoise a commencé à se rassembler.

En pleine guerre froide, en 1968, pendant la guerre du Vietnam, cinq pays de cette zone se réunirent pour faire face au communisme. Il s'agissait de l'Indonésie, des Philippines, de la Malaisie, de Singapour et de la Thaïlande. Aujourd'hui l'affrontement Est-Ouest est terminé. Cette association, l'Asean, est devenue un ensemble, prônant le libre échange et rassemblant 10 pays dont le Laos et le Vietnam, pays communistes s'il en est.

Les affaires n'ont pas d'odeur

En novembre 2007 le Japon a décidé de faire un accord commercial avec l'Asean qui va, selon le ministre japonais du commerce, « bien au-delà de la création d'un marché intégré » même si l'accord exclut l'agriculture. Les échanges entre ces deux entités ont dépassé les 160 milliards de dollars en 2006. Ce qui fait du Pays du Soleil-levant le troisième partenaire commercial après les États-Unis et la Chine avec cette alliance. Cet accord prévoit la disparition des barrières douanières réciproques dans les dix à vingt ans qui viennent. La Chine et la Corée du sud ont déjà de leur côté mis sur pieds des accords commerciaux depuis plusieurs années déjà. On voit l'importance de ce « marché commun » asiatique et l'on peut déjà augurer de la place qu'il va prendre dans l'économie mondiale. Pourtant dans ce monde idéal (sic) il existe un problème important, c'est celui des relations entre la Chine et le Japon. En dehors de toute référence idéologique, communisme contre capitalisme, il y a le souvenir des horreurs commises par les troupes japonaises pendant la guerre de Chine, sur lesquels personne ne veut passer l'éponge pour les uns ou reconnaître les faits pour les autres.

Mais les affaires n'ont pas d'odeur. Le 19 novembre 2007, les deux côtés ont annoncé pour le premier week-end de décembre 2007 une réunion de leurs ministres de l'économie pour établir à haut niveau un dialogue économique entre les deux pays. Cela augure d'un changement de climat radical. La page semble être tournée avec l'époque pas si lointaine où le Premier Ministre japonais se rendait en pèlerinage au



mémorial érigé en mémoire des morts pendant la guerre sino-japonaise dont un certain nombre de criminels de guerre. Les patrons vont pouvoir enfin commercer en paix. Ouf! Hormis les problèmes territoriaux comme celui de Taiwan, il reste un point de contestation probable dans cet océan de bonnes dispositions, c'est celui de la valeur du yuan, la monnaie chinoise. Toute mise à niveau de la devise de l'Empire du Milieu, c'est-à-dire une augmentation de 20 à 30 % de sa valeur d'échange, aurait de telles répercussions à l'intérieur de la Chine que le pouvoir de Pékin ne peut s'y résoudre.

Un tour d'horizon

On touche maintenant au cœur de la situation de chaque pays. Hormis le Japon où le niveau de vie correspond aux standards euraméricains, partout ailleurs les inégalités et la misère règnent en maître.

Commençons par les Philippines. Archipel de 7 100 îles, dont la surface totale correspond à la moitié de celle de la France, mais avec 30 % en plus de population. La présidente de ce pays vient d'accorder son pardon à son pré-décesseur menacé de prison à vie pour avoir cédé à la corruption alors qu'il était au pouvoir (25 octobre 2007). Ce qui a amené un club d'hommes d'affaires locaux à déclarer « cette décision renforce l'impression que les puissants sont au dessus des lois dans notre pays! ». Dans ce pays en confettis les guérillas communistes, indépendantistes ou islamistes font partie du décor. On compte plus de 100 000 morts des suites de ces conflits depuis cinquante ans. Simultanément les différents présidents au pouvoir ont dû faire face soit à des mouvements sociaux importants soit à des coups d'État militaires dont le plus récent date du 29 novembre 2007. Il est difficile de décrire la situation sociale et politique intérieure en dehors des grands courants politiques qui sont inféodés à des familles de grand propriétaires. On peut s'arrêter sur la coalition altermondialiste Freedom from Debt Coalition qui rassemble différents groupes œuvrant contre la dette financière, pour la nationalisation des industries énergétiques et pour le droit à l'accès à l'eau. Il existe aussi un site Indymedia (<http://manila.indymedia.org/>) consacré à l'actualité philippine. Et un info-shop <http://manila-infoshop.mahost.org/>

Des Philippines passons à l'Indonésie, également formée d'îles. Si le précédent pays était majoritairement catholique, celui-ci est essentiellement musulman, à 80 % de ses 220 millions d'habitants. En 1966 à l'occasion d'un éventuel soulèvement communiste, le général Suharto prend le pouvoir et liquide entre 500 000 et un million de « communistes ». Depuis lors l'armée contrôle peu ou prou le pouvoir politique qui résulte depuis 1999 d'élections « démocratiques ». La moitié de la population vit avec 2 dollars par jour. Le pays doit importer une grande part de sa consommation d'essence bien qu'il soit un

gros producteur de pétrole. Son infrastructure est en trop mauvais état pour qu'il puisse réellement en profiter. Il est au centre de la conférence de Bali qui vient de se dérouler au début de ce mois de décembre 2007 avec le problème de la déforestation.

Les revendications autonomistes sont nombreuses parmi les habitants de ces îles. On se souvient de l'état de guerre larvée qui régnait sur l'île d'Aceh juste avant le Tsunami. Cette situation armée existe aussi en Papouasie.

Remontons vers le nord et la péninsule indochinoise ou la prépondérance du Vietnam est significative. République socialiste, elle s'est ouverte malgré tout au socialisme de marché. Dans la tradition de ce type de régime, il n'y a pas de multipartisme. La seule opposition ou plutôt résistance visible paraît être celle incarnée par les communautés religieuses bouddhistes. Il semble, selon les défenseurs des droits de l'homme, que des manifestations de paysans protestant contre la confiscation de leurs terres aient été réprimées de façon particulièrement violente.

Ce pays de 83 millions d'habitants se reconstruit tout doucement après une guerre d'indépendance nationale qui a duré une trentaine d'années. Il s'ouvre par le tourisme (4 % du PIB) vers l'étranger dont il reçoit une aide financière importante, de plus de 7 milliards de dollars annuels, la moitié venant de l'importante émigration vietnamienne.

Pour les États-Unis, le Vietnam n'est plus l'ennemi qu'il fut pendant des années. Dans une déclaration en date du début décembre 2007, le secrétaire d'État américain au commerce déclarait que ce pays comme la Chine « avait démontré une réelle bonne volonté dans l'établissement de relations respectueuses, gagnant-gagnant ».

Cette ouverture au capital international est privilégiée par une série de grands travaux visant à désenclaver un certain nombre de régions. C'est ce qui semble être à l'origine des protestations paysannes. Le système de pouvoir unique, État et parti mêlés, entraîne un enchaînement de corruptions et l'impossibilité d'avoir une information objective sur l'état du pays.

L'influence du Vietnam sur son voisin de l'est, le Laos, est indéniable. Même système de parti unique, ce n'est pas une république « socialiste » mais « populaire » (sic) avec un parti unique, « révolutionnaire » et pas « communiste », pour le reste le fonctionnement est identique. Comme son mentor, le Laos fait partie de l'Asean. C'est un petit pays, 6 millions d'habitants, qui ne peut prétendre à jouer un rôle politique important.

Avant d'arriver en Chine puis au Japon, faisons une halte en Corée-du-Sud. Coincée entre son voisin chinois et la mer, la péninsule coréenne accueille un pays vieux de plus de 2000 ans. Annexée par le Japon en 1910 il lui faudra attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour retrouver son indépendance.



Dès ce moment elle sera divisée en deux parties, les Soviétiques au nord et les Américains au sud. La guerre de Corée de 1950 à 1953, premier affrontement indirect de la « guerre froide », divise durablement le pays. C'est à partir de 1960 que le développement économique de la partie sud du pays a lieu à une vitesse étonnante. L'argent investi vient des importants dommages de guerre versés par les Japonais.

Le PNB par habitants classe ce pays de 48 millions d'habitants au 52^e rang sur 227 encore loin du Japon, 9^e, mais bien au-dessus de la Chine qui est 147^e. L'État frère du nord se classe lui au 187^e rang.

Depuis 1993, on peut dire qu'un régime démocratique est installé dans ce pays après une longue prépondérance militaire. Si les communistes n'existent pas au sud, un important mouvement social agite régulièrement le pays. Trois grandes confédérations syndicales rassemblent plus de 2 millions de travailleurs. L'ouverture des marchés imposée par l'OMC a frappé de plein fouet le monde paysan entraînant un exode rural.

2006 a été l'année où les luttes ouvrières ont rencontré les manifestations paysannes. En septembre 2007, une délégation de l'Alliance coréenne contre les accords de libre échange est venue à Bruxelles, protester contre ces accords et chercher des contacts en Europe. Cette Alliance rassemble environ 300 organisations, de femmes, étudiants, paysans et ouvriers. La présence d'anarchistes coréens sur le net est indéniable, à tel point qu'un de leurs sites a été fermé par les autorités coréennes en 2002 à cause de son activité antimilitariste. L'anarchisme coréen semble être né en 1919 au contact des anarchistes chinois. Il a joué un rôle important entre les deux guerres et s'est reconstitué après le conflit de 39/45. Aujourd'hui, pour la Corée comme pour les autres pays de l'Extrême-Orient, l'absence d'informations sur l'existence et l'action du mouvement anarchiste se fait sentir d'autant plus que cette partie du monde semble être appelée à jouer un rôle déterminant dans un avenir assez proche.

Le monde chinois

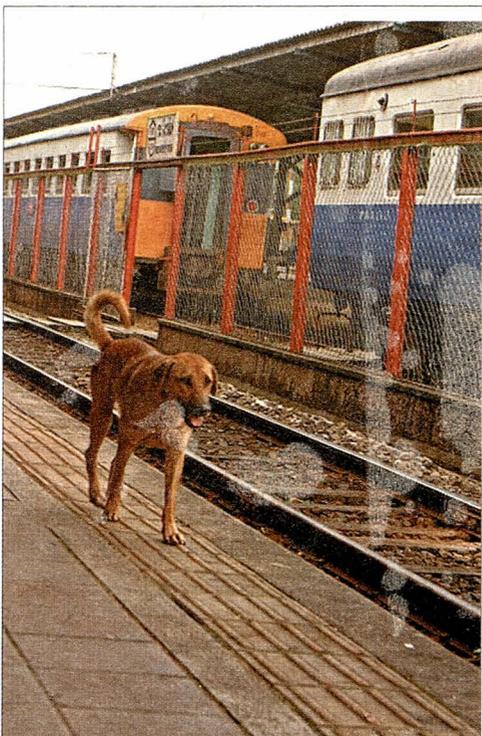
Il n'est plus possible de parler de ce pays, la Chine comme on parle de l'Angleterre ou de la France. Nous sommes face à un monde qui nous est bien étranger, habité par un milliard trois cent millions de personnes selon les chiffres officiels. Les statistiques des pays « socialistes » étant tout sauf fiables on est dans le domaine des estimations. Ce dont on est sûr c'est que la situation économique chinoise est à la fois florissante sur les marchés internationaux et en perpétuel déséquilibre à l'intérieur. Je voudrais citer deux chiffres parus dans *Libération* du 4 décembre 2007. La Chine compte fournir 48 % de la consommation mondiale de ciment. Ce pays-monde compte construire l'équivalent du parc immobilier actuel des quinze pays européens d'avant l'élargissement. L'autre chiffre

concerne le placement sur les bourses internationales de produits financiers chinois. Il s'agit en l'occurrence d'une levée de fonds faite par la CSST. Derrière des initiales on trouve la China Security & Surveillance Technology inc. C'est une entreprise spécialisée dans la fabrication de moyens de surveillance à destination de la police chinoise. Le patron de cette compagnie est aussi, selon *Libération*, le responsable du département de la technologie au ministère de la Sécurité publique... il est en outre chargé de la mise en route d'un projet au nom merveilleux : « le bouclier doré ». Sa demande de financement a remporté un franc succès. Les banquiers occidentaux ont dégagé 110 millions de dollars pour permettre la mise en place d'un « big brother » version chinoise. Il existe, toujours selon *Libération*, à la Bourse de New York une autre compagnie chinoise, financée elle aussi par des fonds occidentaux, spécialisée dans la surveillance d'Internet et la reconnaissance faciale, qui travaille aussi pour la police chinoise. Le marché de la surveillance en Chine, toujours selon le même article, devrait passer de 500 millions de dollars aujourd'hui à 43 milliards de dollars en 2010. Selon les officiels chinois le taux de criminalité est le plus bas du monde. Pour le journaliste de *Libé* c'est la dissidence qui serait la bête noire de Pékin. Quand on connaît un tout petit peu la situation sociale chinoise, on sait bien qu'il ne s'agit de surveiller ni la dissidence, défendue par les médias occidentaux ni le crime, bien intégré dans le système politique chinois, (cf. à ce propos les campagnes anti-corruption à répétition). Il s'agit, ni plus ni moins, de pouvoir contrôler la rue et les entreprises car le véritable danger vient de là.

L'intérêt des financiers occidentaux et du pouvoir chinois se rejoint dans la nécessaire « tranquillité » des ouvriers employés dans les entreprises financées par des fonds occidentaux et de plus en plus présentes dans cette partie du monde. La répression forcée des mouvements sociaux semble avoir porté ses fruits, momentanément. Le *Washington Post* rapporte les dires d'un officiel chinois selon lequel les troubles violents auraient diminué de plus de 20 % entre 2005 et 2006. Selon un habitant d'un de ces villages où des affrontements ont causé plusieurs morts parmi les manifestants, cela ne risque pas de recommencer « nous sommes effrayés à mort ».

Juillet 2007, une usine d'engrais chimiques, les ouvriers demandent l'application de la loi protégeant leurs droits sociaux. Lors d'une réunion, le représentant de la direction leur assène ceci : « Dans cette usine je suis la loi ».

Novembre 2007, à Shenzhen, un centre de défense des travailleurs migrants a été attaqué et vandalisé à plusieurs reprises par des bandes de malfrats, le responsable étant poignardé à deux reprises. Bien sûr, tout cela donne une bien mauvaise image de la Chine, tout à l'encontre de celle que voudrait présenter Pékin à



l'aube des jeux Olympiques. Car la situation économique globale est en équilibre instable aujourd'hui. La conjonction de l'augmentation du coût de l'énergie, des matières premières agricoles et alimentaires, et la chute du dollar risquent de créer une crise majeure dans une population dont le niveau de vie est bien bas. Les pressions occidentales sur Pékin pour amener ce dernier à réévaluer sa monnaie auraient pour effet immédiat de porter atteinte à la compétitivité de son commerce extérieur et ainsi impliqueraient une baisse du pouvoir d'achat, donc des risques sociaux accrus. C'est dans cette optique là qu'il faut considérer les contacts entre Chine et Japon.

Vers un axe sino-japonais-indien ?

Le Japon est le pays de cette partie du monde où le jeu de la démocratie est le plus ancien même s'il reste fragile. Il faut se rappeler qu'il a été imposé par les Américains sur les ruines d'Hiroshima et Nagasaki. C'est aussi le pays le plus développé d'un point de vue capitaliste. Mais les liens économiques privilégiés avec les États-Unis sont en train de se défaire dans la mesure où la croissance américaine est en baisse, conséquence de la crise des « sub-primes ». Il faut donc au Japonais trouver de nouveaux débouchés commerciaux. Les échanges avec la Chine ont pendant ce temps progressé de plus de 19 % et ceux qui concernent le reste du continent asiatique de plus de 20 %. Les relations avec l'Asean se sont resserrées de façons significatives et celles avec le continent chinois vont suivre la même voie. Ce ne sont pas les différends maritimes qui changeront grand-chose à cette évolution, même si ils concernent des champs pétroliers. Par contre il est probable que les efforts diplomatico-économiques du Japon l'amèneront à éviter un tête à tête solitaire avec la Chine en ouvrant des négociations avec l'Inde. Pékin, du fait de ses différends territoriaux avec New Delhi, préférerait éviter cela et voudrait limiter la zone de libre échange à l'Asie du nord-est. D'ores et déjà un nouveau « marché commun » semble se dessiner des bords de l'Australie aux confins de l'empire chinois.

Cet ensemble de pays nous concerne particulièrement. La mondialisation de l'économie a propulsé ces milliards d'individus au devant de la scène. L'anarchisme doit sortir du monde où il est né et où il s'est développé, le monde euraméricain. Nous savons que nos idées ont été portées, haut et fort, dans l'entre-deux guerres tant en Chine qu'au Japon. Nous savons que des pratiques d'action directe furent employées en Inde au cours de la lutte pour l'indépendance. Que nombre de ces techniques furent employées à Rostock, contre le G8, l'été dernier. Nous ne pouvons pas faire comme si ces milliards d'individus n'existaient pas. C'est à nous aujourd'hui de faire, qu'avec eux, notre avenir soit moins désespérant. **P.-S.**

Nouvelle

Lorsque l'Histoire se fait personnelle



Jean-Pierre Levaray

CE N'EST UNE INFORMATION pour personne, mais ce n'est pas toujours facile d'être issu d'une famille dont les parents sont des émigrés. Outre le mépris et le racisme, les tracasseries administratives ou autres, la vie n'est pas simple. Elle est même beaucoup plus lourde que pour ceux et celles qui sont là depuis plusieurs générations. C'est encore plus complexe si l'on est enfant d'émigrés venus là pour des raisons sociales, de famine ou de mauvaises conditions de vie, ou si l'on est enfant d'étrangers venus là pour des raisons politiques ou historiques. Il ne s'agit pas de mettre une échelle de valeur mais c'est différent si les parents ont dû fuir leur pays par boat people; en passant les barbelés de Ceuta; en se faisant arnaquer par des passeurs; ou si les parents ont quitté une dictature; ont survécu à un ghetto; ont dû quitter tout ce qu'ils avaient; faisaient partie du FLN ou d'une autre organisation de lutte. Libertad fait partie de cette deuxième catégorie et porte, de par son prénom, l'histoire vécue par son père. Lui, il a passé les Pyrénées en 1948, dans le froid d'un hiver particulièrement rigoureux, pour se retrouver dans un camp à Rivesaltes.

Libertad connaît par cœur cette partie de la vie de son père qu'il raconte sans cesse, comme en boucle. Elle sait aussi qu'il a passé

trois semaines en prison en Espagne, dans une abbaye reconvertie, pour avoir tenté de faire échapper son frère Thomas, plus âgé, combattant sur le front avec la CNT, et qui a lui aussi trouvé refuge en France. Son père a été libéré parce que trop jeune, il n'avait que quinze ans alors. Le reste est un peu flou: Elle l'a découvert il y a tout juste un mois.

Les parents de Libertad, une fois installés en France, se sont intégrés, refusant même de parler espagnol à la maison. Seuls les paellas, les poivrons et les tomates remplaçaient souvent le bœuf bourguignon, les carottes et les patates qu'auraient mangés les Français. Libertad ne s'est même pas tournée vers l'apprentissage de la langue espagnole. Elle était française, un point c'est tout.

C'est en prenant de l'âge qu'elle s'est intéressée à ce pays qui constituait quand même une grande part de sa culture personnelle. Elle s'est mise à lire tout ce qu'il était possible de lire de la littérature espagnole disponible, qu'elle soit ancienne ou contemporaine. Les rayons de sa bibliothèque regorgent toujours de livres sur la Révolution espagnole et elle est devenue incollable sur le sujet. Elle pourrait presque dire combien de balles ont été tirées lors de l'assaut contre le central téléphonique de Barcelone.

Par contre elle ne s'est jamais rendue en Espagne. Peut-être parce que l'Espagne contemporaine ne ressemble pas à celle que lui a racontée son père. Peut-être que comme lui, elle se serait disputée à chaque fois avec la famille restée là-bas, parce que l'Espagne a évolué différemment de l'idée qu'on s'en fait quand on la quitte en pleine adolescence. Libertad a donc ce rapport curieux à un pays dont elle est étrangère, mais dont il lui semble en savoir beaucoup plus que ceux et celles qui y habitent.

Parce que son père avait milité dans les Jeunesses libertaires en exil, jadis, Libertad, a passé quelque temps chez les anars, mais ce n'était pas trop son truc. Le combat idéologique ne l'a pas convaincue, elle a toujours préféré le concret. Elle s'est retrouvée à travailler auprès des étrangers, pour les aider.

La vie aurait pu s'écouler ainsi. Si ce n'est qu'il y a quelques années, les archives de la guerre d'Espagne ont été rendues publiques et que le nouveau gouvernement a décidé de reconnaître toutes les victimes du franquisme.

Sautant sur l'occasion, Libertad s'est mise en tête de rechercher toutes les informations sur ce grand-père emprisonné et peut-être mort à cause des franquistes. La première chose qu'elle ait faite a été d'apprendre l'espagnol de façon accélérée pour pouvoir communiquer. Et quand on est motivé ce n'est pas fastidieux. Ensuite, grâce à l'Internet, elle a mené son enquête, à la manière des détectives. Cela lui a pris tout son temps libre, mais elle s'y est adonnée avec passion. Libertad s'est mise à suivre un jeu de piste qui, c'était maintenant certain, lui relaterait son roman familial. Elle a même écrit à la ministre de la Justice espagnole qui lui a répondu en lui conseillant de contacter Francisco Javier Navarro Ruiz, un historien. C'est dans ses travaux que ce dernier lui a envoyés, où il relate l'histoire de la petite ville de la Mancha d'où était originaire sa famille paternelle, depuis les débuts de la seconde république, en 1930, jusqu'à la fin de la guerre en 1940, qu'elle a appris toute son histoire. Elle cherchait son grand-père, mais, surprise, dans les documents, si Joaquin est cité presque à toutes les pages, parce que dirigeant de la CNT, ce n'est pas de son grand-père qu'il s'agit, c'est de son oncle, le fils le plus âgé de la famille qui devait avoir alors trente ans. Il porte le même prénom, d'où la confusion, d'où l'oubli total de la famille. Et cet oncle va prendre une place centrale dans l'histoire de ce village, dans l'histoire de l'exil de son père, et par voie de conséquence de sa vie à elle. Il a œuvré pour que se construisent des collectivités. Les débats étaient âpres entre les anarchistes qui voulaient exproprier les riches terriens et les socialistes qui prônaient simplement une meilleure distribution des richesses. Ils l'étaient également à la maison entre le père socialiste et les deux fils aînés.

Les anarchistes de la CNT et de la FAI ont été soupçonnés d'avoir commis des assassinats. Il y en a eu dix-sept dans le village, dans

les deux premiers mois qui ont suivi le coup d'État de Franco, avec en premier lieu le curé, qui lui-même avait livré un jeune garçon aux gardes civiles. L'épisode fit grand bruit parce que le « commando » serait aller chercher le curé dans la prison, où la municipalité socialiste l'avait enfermé. Il aurait fait mettre le curé à genoux au milieu de la rue avant de l'exécuter d'une balle dans la nuque. L'historien a même obtenu le témoignage de la sœur du curé. En apprenant ces faits, Libertad a été abasourdie. Elle n'en a pas dormi durant plusieurs nuits, cauchemardant sur un type aux mains pleines de sang qui tirait sur un curé sans défense à ce moment-là.

Libertad voyait l'histoire avec ses yeux d'aujourd'hui, où l'humanisme a pris le dessus, et où il est inconcevable de faire justice soi-même. Nombreux ont été ses amis pour lui expliquer que, dans le contexte de l'époque, ce geste révolutionnaire pouvait s'expliquer, qu'il y avait la guerre et que les fascistes ne se posaient pas de questions quand ils tuaient des anarchistes ou de simples ouvriers.

Comme dans beaucoup de guerres, Francisco Navarro pense qu'il s'est agi pour la plupart de règlements de comptes. L'église, elle-même, a reconnu que les assassinats de prêtres ont cessé très vite.

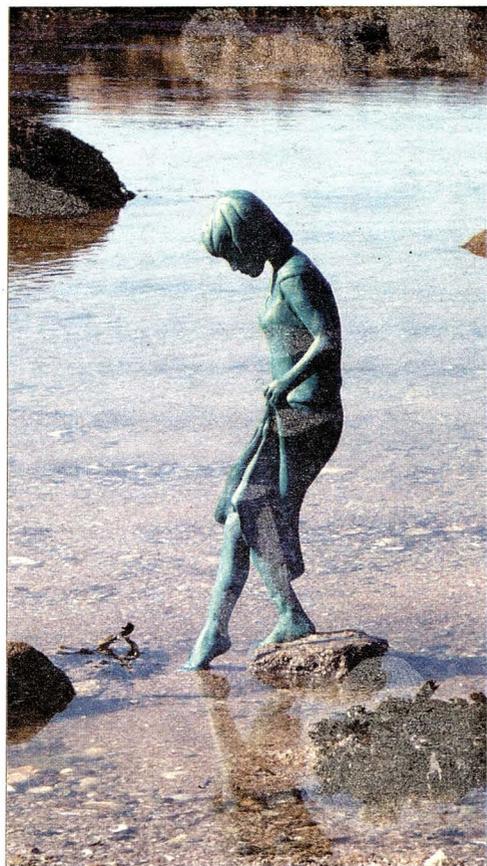
Joaquin, avec ses camarades de la CNT, ont été emmenés un soir d'août 1939 par la guardia civil, battu à mort ou fusillé, on ne sait. Jeté dans une fosse commune d'Alcazar de San Juan, il a été catapulté dans l'oubli. Son nom n'est même pas sur les registres de la prison. La famille a juste reçu, le lendemain, une chemise tachée de sang.

Libertad détient maintenant l'explication : toute sa famille a dû fuir à cause de cet oncle anarchiste, qui s'est battu non pas sur le terrain de la guerre, mais pour que ce conflit devienne une vraie révolution.

Quelques semaines plus tard, sans doute parce que certains avaient pris connaissance de ses recherches, Libertad a été contactée par quelques vieux anarchistes et républicains espagnols. Tous lui disaient que Joaquin avait été un héros, qu'il était intransigeant mais qu'il avait lutté pour la liberté.

Libertad a garé la voiture de location sur la place désertée du village d'Alcazar de San Juan. Le soleil est présent et baigne le paysage d'une lumière blanchâtre. Un vent fort et glacial rappelle que, même en Espagne, on est en novembre.

Dans l'avion qui la menait à Madrid, Libertad a eu tout le temps d'étudier les messages et les plans qui la guideraient. Elle se rend maintenant chez Pedro qui l'a contactée et qui s'est proposé de lui montrer. La rencontre avec ce vieil homme est chaleureuse. Pedro connaissait Joaquin, il lui en parle comme d'un combattant courageux contre les



fascistes. Après avoir mangé un bout de pain avec du jambon, les voilà qui se dirigent vers le nord du village, dans le cimetière. Là où furent découverts deux charniers, l'année dernière. Les républicains fusillés au bord des routes, « disparus » en Espagne durant cette période seraient au minimum cinquante mille, si on s'en tient aux plus grandes fosses communes.



Juste sur l'une des deux fosses, il y a une plaque de marbre noire. Une plaque massive, gigantesque presque. Il y est écrit : « A los que dieron su vida por la libertad vuestros familiares y companeros no os olvidan. » et sur une autre : « En vosotros recordamos todo aquello que no debe volver a ocurrir. A vuestro sacrificio eterno flores eternas »¹. Suivent quatre cent dix-huit noms. Libertad les lit, les égrène à haute voix, comme une litanie, quand elle tombe sur celui de son oncle : Joaquin S. Elle le savait, elle s'y attendait mais de voir ce nom inscrit, c'est comme s'il était matérialisé, comme si l'Histoire revenait au devant de la scène. Elle pense aussi aux enfants et aux petits enfants des victimes de l'holocauste. En effet, près d'une dizaine de noms concernent les prisonniers espagnols du camp de concentration de Mauthausen-Gusen. Le grand-père, lui, n'y est pas. Il est resté dans l'oubli d'une autre fosse. Son travail à elle n'est pas fini, elle doit retrouver son grand-père, faire savoir qui était cet humaniste, amoureux des livres, élu socialiste de sa commune pendant la république et pendant tout le conflit. C'est Pedro qui lui raconte. En 39, avec ses camarades socialistes, il a été condamné à mort, puis sa peine a été commuée à trente ans. On a confisqué tous ses biens, ses terres, la famille n'avait plus rien. Un vieil ami présent au procès rapporte que le grand-père a souri en entendant la sentence. Au juge qui lui demandait pourquoi, il aurait répondu : « Je souris parce que, dans trente ans, vous serez mort ! »



Malade, il a été emprisonné pendant huit ans. Huit années durant lesquelles la famille a dû fuir le village, pour ne plus jamais y revenir. Huit années pendant lesquelles sa femme a pris le train chaque semaine pour lui apporter à manger. À sa sortie de prison, il était anéanti, comme sorti d'Auschwitz. Malade, il s'est éteint sept ans plus tard, jeté dans une fosse avec les pauvres.

C'est comme si un livre se refermait, un livre que Libertad disait avoir toujours porté au fond d'elle-même. C'est un peu comme si elle se sentait la petite fille de cette révolution tuée dans l'œuf. Si ça ne s'était pas passé, elle ne serait sans doute pas là. Elle se sent donc une responsabilité d'autant que d'ici quelques années, lorsque son père ne sera plus, elle sera la dernière à savoir. D'ailleurs, sa colère est toujours intacte, la même que celle de son père, peut-être ?

Au moment même où on tente de réhabiliter la mémoire des victimes du franquisme en Espagne, l'église catholique béatifie

487 curés tués pendant ce même conflit. Elle ne dit pas un mot, ne fait pas un geste pour les victimes civiles, les emprisonnés, les fusillés de Franco. Celle-ci a depuis longtemps choisi son camp, celui de la domination et de la mort. La veille de son arrivée au village, Libertad a assisté au début d'une messe gigantesque et insolente par l'excès des moyens déployés (pas moins de dix écrans pour la retransmission), donnée à la cathédrale de Tolède en souvenir de ces curés exécutés. Elle a suivi des yeux le défilé des deux cents prêtres, accompagnés d'une trentaine d'enfants, eux aussi en uniforme rouge et blanc et entourés de quelques mille fidèles. Et puis, elle n'a pas pu rester, elle portait trop de haine en elle. Alors, en sortant de la cathédrale, elle a placardé un mot sur la porte, que peu de personnes ont pu lire, car très vite arraché, un mot comme un cri : « Y las victimas del franquismo, qué ? »

Libertad passe doucement ses doigts sur le marbre, peut-être pour concrétiser encore davantage sa présence en ce lieu. Sur la stèle, de nombreux œillets rouges ont été déposés donnant au monument encore plus de valeur et d'évocation. Puis Pedro prend Libertad par le bras et l'entraîne vers la gauche : en fait si la stèle a été élevée sur la fosse commune, une autre pierre est gravée, celle-ci sur un mur, le mur des fusillés qui sont tombés directement dans la deuxième fosse, située juste derrière. Pointant du doigt, le petit vieux dit que c'est exactement là qu'on a retrouvé les cadavres. Libertad reste pensive quelques minutes au dessus du charnier, puis elle sort de sa poche un petit sac en plastique qu'elle avait emmené tout exprès. Elle s'accroupit et plonge sa main dans la terre rouge et en prend une poignée. Elle donnera cette terre symbolique à son père.

Ensuite elle se relève, prend quelques photos du monument et du village et elle s'en va, en se retournant souvent avant de reprendre sa voiture.

J.-P.L.

Sites internet : www.memoriahistorica.org
www.foroporlamemoria.es

1. « A ceux qui ont donné leur vie pour la liberté, vos familles et compagnons qui ne vous oublient pas » et « Grâce à vous, nous nous rappelons que tout cela ne doit jamais plus recommencer. Pour votre sacrifice, fleurs éternelles ».

Beckett : Quête à deux becs



Beckett en buste et en lettres

Roger Dadoun

SOUS LE REGARD PERÇANT azur de Beckett, serait-il pétrifié, figé dans la pierre, annexé en la mairie de ce quatorzième arrondissement de Paris où longtemps il vécut – regard acéré d’aigle, épervier ou faucon, en ce dimanche anniversaire 11 novembre 2007, nous voici, doublement, parvenus en *Fin de partie* : épilogue local de l’opération d’écriture populaire « La Fureur des mots » – et il y a, dans les mots de Beckett, une terrible, humble et froide et populaire fureur, qui tourneboule et rend maboul – en même temps qu’épilogue mondial de deux denses et largement officielles années commémorant le centième anniversaire de la naissance de l’écrivain à Dublin en 1906, au cours desquelles toute l’œuvre fut passée au crible et en revue par des critiques et comédiens très en vue. Et même si, *En attendant Godot*, puisque tel est à la fois notre misérable go home et notre dot d’espérance, chacun voit midi à sa porte, de préférence la nuit, nous allons tenter ici, in extremis, échappant pour l’occasion à l’emprise médiatique mercantile (enfin : du « Pas vu à la télé ! »), de dérouler un tout petit bout personnel de *Dernière bande*.

Un bout de Bande

Un tout petit bout ?
J’imagine, imagination vive, entendre la voix de Beckett, l’ascétique et râpeux auteur de textes resserrés à l’extrême, jusqu’à l’exténuation, et si souvent ramenés à des borborygmes,

à l’image des noms de ses personnages : Hamm, Clov, Nell, Nagg, Didi, Gogo – bégayant donc, [à moins qu’ici ne me revienne brusquement en mémoire cette lointaine rencontre avec Roger Blin, dans les parages de Saint-Sulpice imaginez, lui le type même du libertaire anti-saint-sulpicien : il venait de terminer de jouer *Fin de partie*, où il restait immobilisé sur son siège durant toute la pièce, et il continuait de se contorsionner les épaules et la nuque, parvenant difficilement, à articuler une phrase complète], donc, se relayant en bégaiement – *I beg your pardon* –, ce propos de Beckett-Blin à peine audible :

— Voir un petit bout c’est agréable... mais c’est encore trop.

— O.K., Sam, deux mots alors ?

— Encore trop, résiste encore Beckett, qui rarement lâche sa proie, et qui, mine de rien-ou de « presbytérien », avec ses personnages d’enfer, minables de rien du tout, nous mine et nous ruine et nous enferme.

— Alors, deux lettres, deux seulement ?

À Samy plaît pareil défi. Du coup j’en rajoute, moi, c’est-à-dire que je diminue la mise, je fais baisser les enchères, bref, je soustrais, je

sous-traite, je beckettise: je m'en tiendrais à deux lettres, dis-je, mais deux en fait qui n'en font qu'une, si l'on met l'une ou l'autre à l'envers, cul par-dessus tête. Ainsi, médaillant ce buste de Beckett avant même qu'on ne le dévoile et qu'on ne le contemple, cette tête d'aigle, faucon, ou épervier, selon les affinités ornithologiques de chacun, j'accroche deux simples lettres, avec leurs deux courtes pointes centrales qui, encadrées d'ailes, forment becs -becs qui visent et s'enfoncent, l'un vers le haut dans l'irréel, l'ailleurs, le ciel, le vide, l'autre vers le bas dans la réalité, la terre, le là, la crasse, becs qui labourent, lacèrent, creusent la chair mise à nu de l'humanité, tout en croassant, heurtés l'un contre l'autre, un avatar d'espérance.

Ces deux pointes, se pointant au cœur de deux lettres qui n'ont font qu'une, c'est le plus petit dénominateur commun dont on imagine qu'il puisse rendre compte de l'œuvre, de la pensée, et du style de Beckett – tout cela condensé, encapsulé dans ce seul nom propre: Beckett.

Eh quoi, Beckett, c'est quête à deux becs?

Comment donc! Il convient de bien fixer et contempler (tout comme il faut apprendre à le bien lire et à le bien entendre, le Beckett) comment c'est, ces deux lettres aux deux becs et aux deux paire d'ailes: bec pointé vers le bas, ailes repliées, c'est le M.; bec pointé vers le haut, ailes déployées, c'est le W, qui n'est qu'un M. renversé (ou inversement).

« ouah ouah ouah »

Pourquoi M, pourquoi W? Tout simplement parce que ces lettres, mises souvent en capitales, dominant dans l'écriture et la graphie de Beckett. M. est l'initiale de plusieurs noms: Mercier, Molloy, Malone meurt, Murphy, Mahood, Moran. Elle retentit avec force, double bunker, dans l'innoMMable (nom doublement muré), dans coMMent c'est (question doublement murée). W, consonne plus rare en français qu'en anglais, se hausse de ses trois têtes pour rivaliser avec sa comparse enracinée en terre, en allant puiser dans les racines anglaises: Beckett est bilingue. On voit ainsi appliquer Winnie, Willie, Worms. Le nom Watt, dont on espérait quelque lumière, avec ses deux filamenteux « t » pointés, s'entend « What », soit en français « Quoi », qui aboie dans « Quad », qui a même début que « quatre » et fait l'ouverture de « quadrilatère » — c'est le principe de la courte pièce Quad écrite pour la télévision. Entendre surtout « quadrature », qui appelle irrésistiblement « quadrature du cercle », le schéma le plus dense et le plus éloquent de la condition humaine elle-même, l'homme tournant en rond dans son misérable pré carré, sa cage existentielle aux angles durs qui le balancent tel un ludion aux quatre coins du réel. Le W de « What », en tête de « Quoi », traîne, telles de coassantes (quoi/ssantes, en-quoi/ssantes) casseroles, une kyrielle de grenouillants et questionnants « deubleyou »,

comme en offre en allitérante synthèse cette cavatine de Kipling

[j'imagine Beckett savourant, images et noms, les fabuleuses Histoires comme ça de l'écrivain colonial, et moi, coupant les ailes à l'oiseuse métaphore de l'oiseau, je le vois, lui, en Serpent-python-bicolore des rochers accroché au roc de la réalité humaine:]

I keep six honest serving-me
(They taught me all I knew)
Their names are What and Why and When
And How and Where and Who.

Tous ces W – What, Why, When, Where, Who – tous ces aboyants coassants « ouah ouah », qui sont autant de barbelés se tordant en couronnes d'épines vers le ciel et fichés en rhizomes dans la pleine terre de la condition humaine, scandent la quête de Beckett, son obsédant questionnement sur ce que nous sommes, à travers bafouilles, embrouilles, brouillages et gesticulations de ses personnages – questions où s'insinue, si l'on regarde à l'envers et en arrière, la toute première profération du son M, première lettre universelle de l'enfant ahanant à bégayer nommer une figure de mère (mm'a).

En trois doigts

Ne disposant pas d'un tableau pour exposer les directions et vocations respectives de M. et de W, j'utilise trois doigts de la main (les trois du milieu, de préférence). Voici: tendus vers le bas, ils forment, avec leurs trois pointes, le M, lequel plonge, s'enracine en terre: c'est le schéma même de Oh les beaux jours, où l'homme et la femme, creusant insensiblement avec leur corps, finissent par disparaître sous terre. On voit bien là ce que, dans la vie quotidienne, « s'enfoncer » veut dire. Mais on peut toujours ouïr et espérer que ce même M. promeuve et annonce un « aime » — du verbe « aimer », fast(é) sauce bonne à tout faire passer, des uns aux autres et des prochains aux lointains, en d'incessants nommables et innombrables discours. Cours toujours, dirait sur le coup Beckett.

[Marcel Duchamp, si proche de Beckett à tant d'égards et pour tant d'acuités, intitule son plus grand et dernier tableau: « Tu m' », New York 1918 – un « m' » propre à amorcer les plus insolites ou plus communes résonances, de l'universelle injonction « aime » à la non moins universelle déjection suspendue en « m... ».

Tournés tendus cette fois vers le haut, les trois doigts forment un W. Double V, élan vers au moins deux ou trois directions. Avec les amorces interrogatives des mots « What », « Where », « When », etc., la lettre force, harcelante et âpre, au questionnement. Et par sa forme, elle se déploie et s'oriente vers un là-haut, là-bas, au ciel et à la nue.

[C'est à Beckett, comme à nul autre, que pourrait s'adresser et convenir ce premier vers – qui se suffit à lui-même en son suspens dans

le vide – de Mallarmé: « A la nue accablante tu... » — auquel on pourrait joindre cet autre, du « Tombeau d'Edgar Poë »: « Du ciel et de la nue hostiles, ô grief ».]

En attendant Godot: c'est, a-t-on dit, appel, attente, d'un « God », anglais pour dieu, dieu figuré aussi bien dionysiaque (Godere, en italien, « jouir », du latin gaudere, d'où sortira « gaudriole ») que messianique (ode éraillée mise en rail – c'est raillerie pour la venue d'un sauveur). Un peu d'audace ou de pilpoul ferait voir en God un « Dieu d'eau », comme chez les Dogons chers à l'ethnologue Griaule, pour étancher l'inextinguible métaphysique concrète soif d'être. Mais de Godot à Dogon, it's a long way – avec ce type de raillerie. Or, étant donné chez l'auteur la sûre obsession de la chaussure, il pourrait ne s'agir que de la rêverie délacée, à la Van Gogh, d'une « Godasse » — pour tenter de partir d'un bon pied (sachant que chez Beckett, c'est le « ça ne marche pas »/qui marche le mieux).

Reste que, chacun en attente d'un Godot qui persiste et signe mutique de l'autre côté de la porte ou du miroir

[Lewis Carroll, autant que Joyce insufflateur de Beckett? Maintes raisons y inclinent: et le bégaiement littéral, et le renversement et la valise des mots, et Humpty-Dumpty et l'étrange et évanescant sourire du chat qui flotte],

Beckett, lui, est toujours là, réussissant l'exploit de nous faire cheminer entre haies d'M. et toilettes de W – c'est distrayant à vif et à nu, avec rire jaune et humour noir, lors même que l'on se trouve cuvant inexorablement sa vie dans les poubelles du réel.

So What, ben quoi, dirait Beckett,
y'a qu'à faire rimer « réel »
avec... Well!

R. D

11 novembre 2007

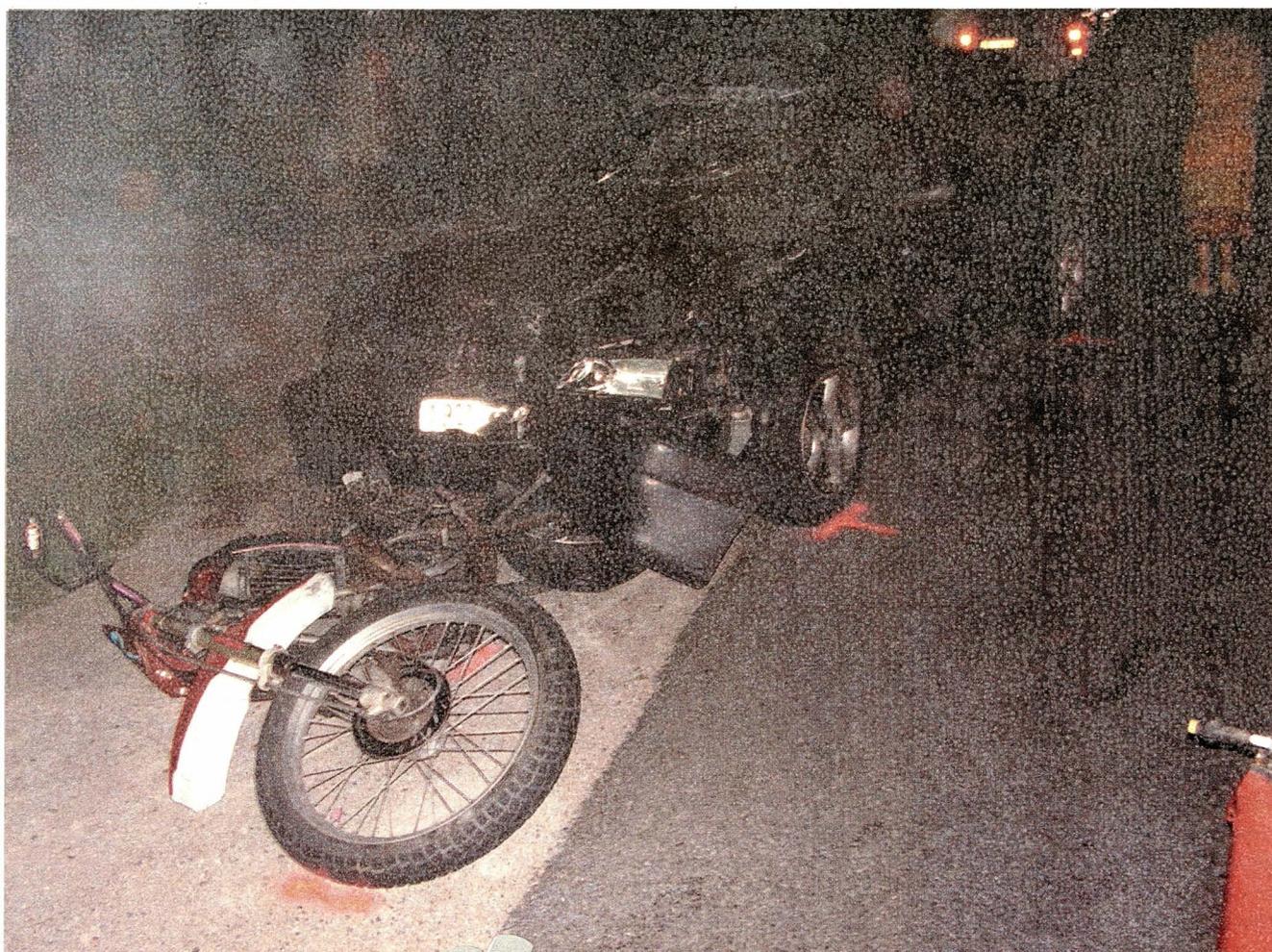
pour le dévoilement, aletheia, du buste de Beckett à la Mairie annexe du XIV^e arrondissement de Paris, en l'absence de tout média et en présence d'un public d'enfants qui eux attendaient... Kipling...

[P.-S. Si on dispose ces deux lettres l'une sur l'autre, M. sur W, on obtient, à condition de choisir un corps de caractère approprié (j'ai utilisé « Vag rounded »), une figure composée de deux losanges, dualité dans laquelle est enfermée, incarcérée la condition humaine; mais on peut aussi imaginer que ces deux losanges figurent, stylisées, des ailes prêtes, attendant un élan nommé Godot, à s'élancer, s'ouvrir, – ailes d'ange, comme le dit un ami de Beckett, André Bernold, en conclusion de son petit livre, L'amitié de Beckett: « Les jours peut-être ne sont plus: mais j'aurais vu les yeux, les mains, les rides d'une messenger, oui, j'oserai dire: d'un ange. », (éditions Hartmann, p. 110). Ange luciférien, faut-il préciser: porteur de lumière, d'une âpre lumière crue éclairant la misère et la mise « à merci » de l'homme.]

Le silence assourdissant des cités

« On est dans une période de l'histoire de la société française où la classe dominante ne doute plus d'elle-même. Le rapport de force lui est favorable de manière écrasante dans tous les domaines. Il n'y a plus de contre-pouvoir. »

Hamé, du groupe rap la Rumeur



Jean-Pierre Garnier

AU REGARD DES ÉVÈNEMENTS qui défrayèrent une fois de plus la chronique médiatico-policière des « violences urbaines » à la fin du mois de novembre, le titre ci-dessus paraîtra sans nul doute paradoxal, voire une contradiction dans les termes — un oxymore, diraient les pédants. Certes, on peut effectivement parler de silence à propos de l'indifférence de la jeunesse des cités à l'égard des mobilisations massives auxquelles a donné lieu, parmi les travailleurs et les étudiants, le nouveau train de mesures antisociales lancées par le gouvernement. Mais il est aussi permis de dire que ce silence est redoublé, dès lors que l'on tient compte de celui observé, de leur côté, par les protagonistes de ce mouvement social quand la répression s'est abattue quelques jours plus tard sur les jeunes insurgés de Villiers-le-Bel, qui avaient osé s'en prendre à la police, sus-

pectée peut-être à tort, mais non sans raisons, d'avoir ajouté deux cadavres supplémentaires à un palmarès déjà bien fourni de « bavures » meurtrières. Tout se passe comme si ces deux silences se faisaient écho, et c'est cet écho qui, finalement, peut être qualifié d'assourdissant. Néanmoins, ce qui rend momentanément sourd ne rend pas forcément aveugle, et rien n'interdit d'essayer d'y voir plus clair pour revenir, car le phénomène ne date pas d'hier, sur le mutisme respectif des uns et des autres ou, plus exactement, des uns sur les autres.

L'ordre règne à Villiers-le-Bel

Que peut-on savoir exactement sur le déroulement des événements quand l'information ne provient plus que des gouvernants et de leur police, ou de journalistes qui ne peuvent circuler sans la protection de celle-ci dans les

zones d'affrontements — à quand les reporters « embarqués » comme en Irak! —, et qui, de toute façon, ont fait leur les consignes des patrons de presse et les desiderata des patrons tout court qui possèdent cette presse? Et ne comptons pas, pour en savoir davantage, sur les « militants » associatifs subventionnés pour maintenir la « paix civile » dans les cités, mais qui rasant les murs quand elles s'embrasent, ni sur les experts en « sociologie des banlieues », rétribués, eux aussi, pour aider les « décideurs » à y faire régner la « tranquillité publique », et qui n'ont pas encore compris — parce qu'il n'est pas de leur intérêt de le faire —, après trois décennies d'analyses, de diagnostics et de prescriptions, que l'origine profonde des « violences urbaines » se trouve tout à fait ailleurs.

Ce que l'on retiendra avant tout, pour l'avoir vu ou entendu seriné à longueur de pages et d'émissions, c'est que la police s'est fait caillasser d'abondance et même, ici et là, tirer dessus, qu'un commissaire s'est fait sérieusement molester, mais qu'heureusement la « fermeté » a prévalu dès le début pour mettre fin au chaos et surtout « éviter la contamination ». Inutile, cette fois-là, en effet, de perdre du temps à ressortir des archives coloniales une loi sur l'état d'urgence pour proclamer officiellement l'instauration d'un couvre-feu, au risque de heurter ce qui reste de (bonnes) consciences républicaines. Mieux valait faire les choses sans traîner ni surtout le crier sur les toits. Ce qui fut fait.

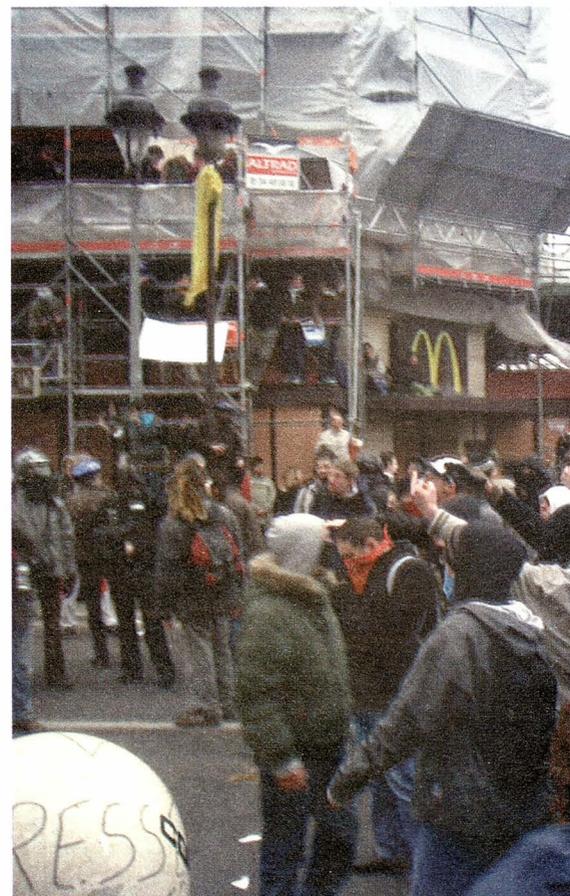
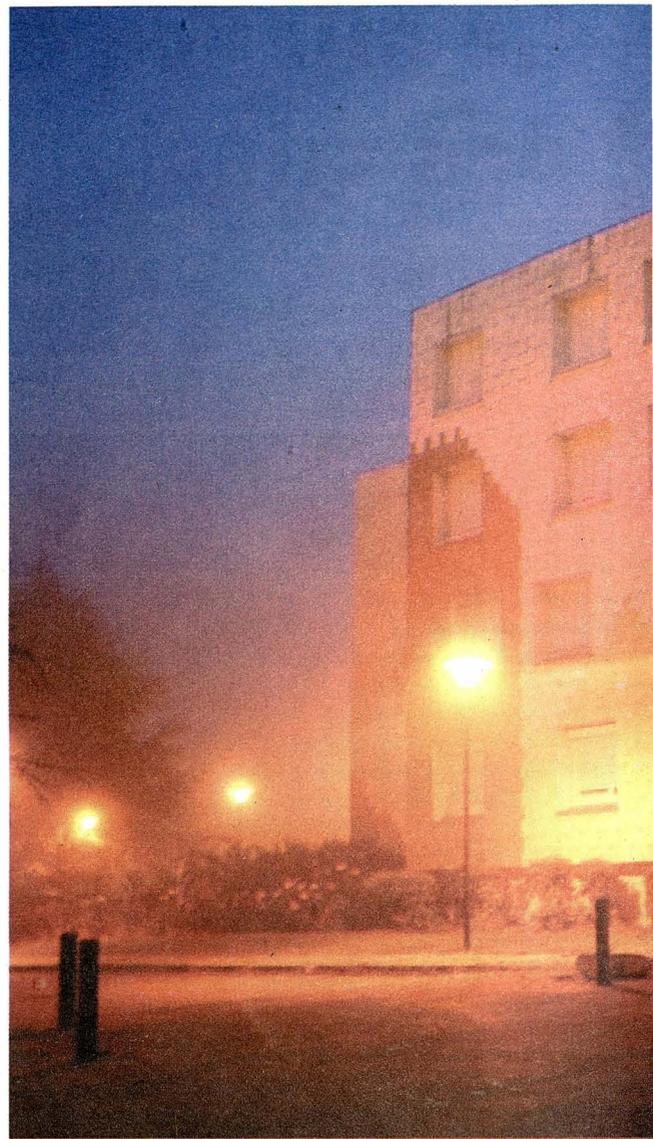
Dès 16 heures, le mardi 28 novembre, les salariés des entreprises sises sur le théâtre des opérations ou à proximité reçurent l'ordre de rentrer sans plus tarder chez eux pour qu'un « impressionnant dispositif policier », selon la formule consacrée des journalistes toujours fascinés par l'étalage guerrier des « forces de l'ordre », puisse se déployer et œuvrer sans témoins gênants. En gestation depuis le début des années quatre-vingt-dix - rappelons-nous les vigipirateries inaugurées sous l'égide du gouvernement de Michel Rocard lors de la première guerre du Golfe -, le contrôle militaro-policier renforcé des « zones de non droit » a pu trouver enfin, dans les rues de Villiers-le-Bel, et aussi au-dessus des toits, le terrain idéal pour tester in vivo son efficacité.

Des centaines d'hommes - et quelques dizaines de femmes -, dont les spécialistes de la lutte antiterroriste du RAID, dans la tenue « robocop » de rigueur; des fiers à bras des BAC et des policiers en civil comme s'il en pleuvait, flash balls ou Taser au poing; des véhicules blindés sortis tout droit d'un film d'anticipation sur la guerre urbaine du troisième millénaire; deux hélicoptères munis de puissants projecteurs et avec équipages dotés de caméras thermiques et de lunettes de vision nocturne pour dénicher les fauteurs de troubles jusque dans le moindre recoin; des drones invisibles dans le ciel - comme dans la presse -, mais dont on nous avait fait savoir peu de temps auparavant, après l'avoir long-

temps démenti, qu'ils feraient dorénavant partie de la panoplie obligée pour mieux capter la température des « quartiers » et, éventuellement, guider la répression si ceux-ci venaient à entrer en ébullition... Pour la « voyoucratie », il ne restait plus qu'à faire profil bas et se mettre à l'abri. « Police partout, jeunes nulle part », titrait ironiquement *Le Monde* qui, comme l'ensemble de la presse de marché, n'eût pas manqué de donner libre cours aux indignations sélectives habituelles si pareille démonstration de force pour étouffer dans l'œuf une révolte populaire avait été le fait d'un quelconque « État voyou » ou d'un gouvernement ne bénéficiant pas du label « démocratique » généreusement accordé aux régimes amis, fussent-ils les moins respectueux des droits de l'homme.

Il faut dire que ce qui tient lieu d'opposition politique dans ce pays a accepté sans broncher, quand elle ne l'a pas applaudie, cette démonstration de force. Faisant écho au premier ministre F. Fillon qui s'était indigné de ces « violences inacceptables, intolérables, incompréhensibles » — « injustifiables » et « inqualifiables » surenchérent les éditorialistes du journal de Rothschild¹ - commises à l'encontre de la police, le premier secrétaire du PS F. Hollande s'était inquiété de ce « degré de haine », ce « niveau de violence » qui, selon lui, « ne permettent pas de dire: c'est comme avant² ». Selon l'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Jospin, Daniel Vaillant, de telles violences ne pouvaient arriver « que quand la droite est au pouvoir³ ». Comme si les émeutes de Vaulx-en-Velin, Sartrouville et Mantes-la-Jolie, en 1990 et 1991, en réaction, là encore, à des exactions meurtrières de la police, n'avaient pas éclaté alors que Michel Rocard officiait comme Premier ministre sous le règne d'un président de la République lui aussi « socialiste »!

Toujours est-il que le maire « socialiste » de Villiers-le-Bel justifiera sans état d'âme — il est vrai qu'il avait été courcé par quelques « blacks » en furie — l'état de siège auquel était soumis sa commune: « Compte tenu des événements depuis deux jours, c'était nécessaire. C'était l'idée d'une intervention massive de manière à désamorcer les dérapages.⁴ » Quitte, une fois le gros du travail de pacification effectué, à mobiliser pour le parachever les supplétifs « de proximité » préposés à la normalisation soft des « quartiers »: agents municipaux des services de la jeunesse et de l'action sociale, éducateurs, animateurs, médiateurs, leaders associatifs... Côté PCF, par la bouche de Marie-George Buffet, même approbation, fût-elle implicite, des grands





moyens mis en œuvre pour rétablir l'ordre, car « la violence - autre que policière - n'est pas le bon chemin pour exprimer la colère »⁵. Et la secrétaire nationale du parti d'y ajouter le vœu pieux de rigueur : « Toutes les violences, tous les affrontements doivent céder la place au calme. »

Quant à l'extrême gauche, ou plutôt la « gauche de gauche », elle a prouvé une fois de plus que l'extrémisme qu'on lui imputait jadis appartient bien au passé. En pleine cuisine électoraliste avec le PCF et même le PS pour négocier des alliances à l'approche des municipales de 2008, LO jugeait comme un non-événement l'agitation provoquée par des « jeunes de cité », considérés depuis toujours par cette secte ouvriériste comme d'irréductibles délinquants. Pour ce qui est de la LCR, son séillant porte-parole annulait au dernier moment, par souci « de ne pas jeter d'huile sur le feu »⁶, un déplacement prévu à Villers-le-Bel pour rencontrer les jeunes de la ville. Comme quoi il est plus facile de bouffonner sur les plateaux de télévision pour faire connaître sa profession de foi « guévariste et libertaire » - ô combien oxymorique, elle aussi -, que de passer à l'acte sur un territoire quadrillé, comme aurait dit Marx, par les « bandes armées du capital ».

Ce silence des partis, des organisations et, une manière générale, des gens « de gauche » en rappelle un autre. Lorsque, durant quelques nuits de novembre 2005, les « sauvageons » mirent un peu d'animation dans leurs cités pour exprimer en actes leur refus d'être traités non pas tant, ponctuellement, de « racaille », mais, de façon continue, en racaille, il n'y a pas eu non plus grand monde pour soutenir ces authentiques révoltés. Sans doute, une fois tout rentré dans l'ordre, l'establishment de gauche, secondé par des petits chefs associatifs soucieux de faire valoir --au deux sens du terme-- leur statut de représentants auto-proclamés des cités, se livrèrent-ils à un forcing préélectoral effréné pour inciter les jeunes et leurs familles à « niquer Sarko » à coups de bulletins de vote. Mais cette mascarade « républicaine » en faveur d'une candidate dont l'« ordre juste » ne se différencie guère de celui qui venait d'être rétabli n'a pas fait longtemps illusion. Comme d'habitude, le « débouché politique » que les apparatchiks et les idéologues se font offrir aux classes dominées lorsqu'elles rompent avec la résignation et la passivité, s'avéra être ce qu'il a toujours été : une impasse politicienne. Après être passés par l'isolement, les électeurs des zones de relégation se retrouvèrent donc une fois de plus renvoyés à leur isolement.



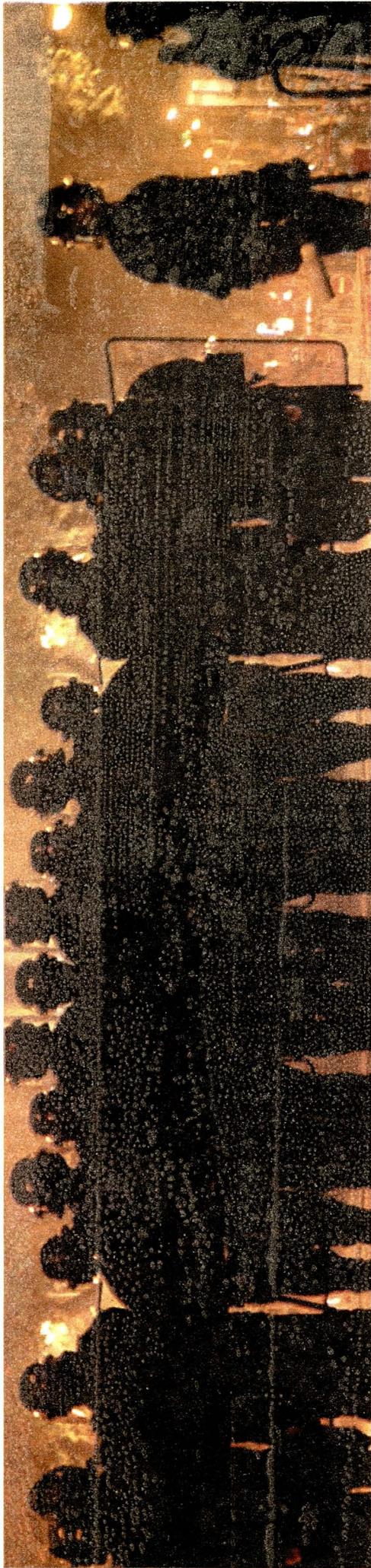
Les deux jeunesses

C'est pourquoi, il ne faut guère s'étonner de ce que la jeunesse des banlieues populaires, marginalisée, désœuvrée et vouée, tout au plus, au salariat précaire, n'ait pas daigné venir grossir les rangs des manifestants contre les « réformes » régressives édictées par le tandem Fillon-Sarkozy. Certes, la précarisation des conditions d'existence sous l'effet de la politique néolibérale requise par les nouvelles modalités de l'accumulation du capital tend à devenir l'horizon de tous, en particulier pour les nouvelles générations. Mais cela ne suffit pas à en faire une communauté de destin susceptible de réunir les uns et les autres dans un combat commun.

Les fonctionnaires, les employés et ouvriers du secteur public et des entreprises ou institutions assimilées qui défilaient ne sont pas menacés de perdre leur emploi, et les étudiants qui s'étaient agrégés à la fin des cortèges ou bloquaient l'entrée des facs pour protester contre la LRU, espèrent encore bien ne pas rester sur le carreau après avoir décroché leurs diplômes. Sans aucunement être des « privilégiés », contrairement à ce que rabâchent des gens qui, à un titre ou à un autre (patrons, politiciens, experts, journalistes de marché, intellectuels à gages, etc.), peuvent sans conteste être rangés dans cette catégorie, ils font malgré tout figure de nantis aux yeux des parias relégués dans les cités. Pour les premiers, un travail assuré avec une retraite décente à la clef fait encore partie des revendications réalistes, alors que pour la majorité des seconds, il s'agit là d'un objectif hors d'atteinte auquel il ne faut même plus songer.

Tandis que les uns sont encore tournés vers l'avenir, même si celui-ci a cessé, depuis quelque temps déjà, de leur apparaître riant sinon radieux, les autres ont pris acte, pour la plupart, de ce que leur est bouché, préférant, par conséquent, avec les moyens limités et parfois illicites du bord, investir au maximum le temps présent. Ce qui signifie que les manifestants qui protestent contre les projets gouvernementaux de démantèlement des droits sociaux dont les « rebelles de banlieue » sont privés, ne sont pas seulement séparés d'eux par la ségrégation dans l'espace résidentiel. Ils le sont aussi par les temporalités distinctes auxquelles ils réfèrent leur existence : le moyen terme pour ceux qui travaillent ou qui étudient, et le « temps réel » de l'immédiat, pour les adeptes de la « glandouille », selon l'élégante et stigmatisante formulation de la secrétaire d'État à la « politique de la ville ». C'est peu dire, par conséquent, qu'ils vivent dans des univers différents peu propices aux rapprochements. Étrangers voire parfois hostiles seraient des qualificatifs plus appropriés parce que plus réalistes, car tant que l'argent, la réussite, la consommation et la compétition pour les obtenir demeureront des valeurs cardinales unanimement partagées, il y a de fortes chances pour que les pauvres continuent de





s'en prendre aux moins pauvres faute de pouvoir atteindre les riches.

En mars 2006, des centaines de jeunes des cités de banlieue, mais aussi de l'Est parisien, agressent violemment des lycéens et des étudiants qui défilent dans la capitale contre le projet de contrat première embauche (CPE). Certains « indigènes de la république » diplômés expliqueront qu'il s'agissait là d'un compte à régler avec les « bouffons » qui n'avaient pas bougé lorsque les émeutiers de novembre 2005 s'étaient retrouvés seuls aux prises avec les hordes policières, puis face au juge lors des poursuites judiciaires. C'était oublier qu'il ne s'agissait là que d'un remake : un an auparavant, en mars également, des centaines d'autres « casseurs » ou déjà les mêmes, débarqués des « quartiers sensibles » d'Ile-de-France, s'en prenaient avec violence, pour les dépouiller mais en même temps pour les tabasser, aux lycéens qui manifestaient contre la loi du ministre de l'Éducation d'alors, F. Fillon - un multirécidiviste de la « réforme »! - sur l'école. On peut même remonter encore plus loin.

En octobre 1998, des milliers de lycéens étaient descendus dans la rue, non pour protester contre quelque projet inique et fustiger le gouvernement qui voulait l'imposer, et encore moins pour « contester la société », mais, au contraire, pour réclamer sagement plus de moyens afin de mieux s'y insérer : des ordinateurs, des locaux et des surveillants, et même une réorganisation des contenus d'enseignement et des emplois du temps qui allait précisément dans le sens des « allègements » mitonnés sous l'égide du ministre « socialiste » de l'Éducation du moment, Claude Allègre. Celui-ci, à l'unisson avec l'ensemble du complexe politico-médiatico-intellectuel, se félicitait de ce mouvement « légitime », « nécessaire » et « sain », porteur de demandes « positives » où « les jeunes d'aujourd'hui », d'abord soucieux d'« adaptation » et de « promotion », et donc « plus mûrs » que ceux d'autrefois, faisaient tranquillement leur « apprentissage de la citoyenneté »⁷. Pourtant, mal leur en prit.

Apparemment (et réellement, en fait), venus d'un autre monde, des bandes de trouble-fête semèrent la panique dans ces cortèges joyeux et pacifiques, lors de la deuxième des manifestations organisées dans la capitale. Animée par un désir visible de revanche sociale, une autre jeunesse, très peu studieuse, était accourue en masse des « ZUS » où elle est parquée pour « démonter la gueule des petits from'bourges », transmuant les vols avec violence en violences avec vol, comme le fera finement remarquer un maire de l'ex-banlieue rouge, tant les coups portés paraissaient démesurés par rapport aux gains crapuleux attendus. Au lendemain de cette tumultueuse journée parisienne, un chœur unanime allant de l'extrême droite à une extrême gauche déjà passément recentrée voua aux gémonies ces « casseurs » qui avaient bien failli « casser le

mouvement lycéen ». Aussi la manifestation suivante bénéficia-t-elle d'une protection exceptionnelle qui devait passer dans annales du maintien de l'ordre parisien.

4500 policiers mobilisés, parcours raccourci pour « densifier » leur présence, bouclage de toutes rues adjacentes et positionnement de guetteurs sur les toits, des milliers de contrôles d'identité, des centaines d'interpellations préventives, des services d'ordre lycéens et étudiants renforcés par des contingents d'enseignants et de parents d'élèves, une armada de cars et de fourgons à l'avant et à l'arrière du cortège... L'heure de la revanche contre les « éléments incontrôlés » surgis d'ailleurs avait sonné. Et elle sonna. Forces de l'ordre sous toutes les formes et tous les uniformes, « civils » des BAC, militants de l'UNSA-police en treillis, gros bras de la CGT affublés d'accoutrements quasi « mad-maxiens », c'est à qui casserait du « casseur », réel ou présumé, avec le plus d'ardeur. Les barbares étaient censés apprendre à ne plus troubler la quiétude des manifestations dans la Cité. On s'en souviendra d'ailleurs dans les cités. Mais pas exactement dans le sens escompté.

Ce qui ressort, en fin de compte, de la confrontation entre, d'une part, les étudiants et les lycéens auxquels on peut maintenant ajouter les jeunes ouvriers et employés, souvent diplômés, « en lutte », et, d'autre part les trublions déscolarisés des cités qui alternent (ou cumulent) petits boulots, stages bidons et combines illégales, c'est le fossé patent qui subsiste au sein de la jeunesse populaire. Le jour où, une fois l'ennemi clairement identifié - la bourgeoisie et son État - et le conflit réel avec lui assumé, les manifestants seront capables de s'organiser en conséquence et faire preuve de solidarité active avec les révoltés des cités, peut-être la violence de ces derniers sera-t-elle mieux ciblée. « S'il y avait connexion entre les étudiants et les banlieues, tout serait possible. Y compris une explosion généralisée et une fin de quinquennat épouvantable », augurait Sarkozy en mars 2006⁸. On pourrait souhaiter pour le sien qu'une telle « connexion » se réalise. Néanmoins, de toute évidence, on est encore loin du compte. Mais, sait-on jamais!

J.-P. G.

1. Libération, 27 et 29 novembre 2007.

2. Le Monde, 28 novembre 2007.

3. 20 minutes, 28 septembre 2007.

4. Le Monde, 29 novembre 2007.

5. ibid

6. ibid

7. Claude Allègre, entretien, Libération, 15 octobre 1998.

8. Nicolas Sarkozy, le dimanche 12 mars 2006, cité dans « La grande peur de Sarko », Canard enchaîné; n° 4455, 15 mars 2006).

Les guerres de Cipriano

Moins connue hors d'Espagne que la figure de Durruti, celle de Cipriano Mera, ouvrier maçon devenu chef de corps d'armée pendant la guerre civile, fait pourtant l'objet d'un attachement particulier de la part des libertaires espagnols. C'est que l'homme – dont l'existence se confondit plus que toute autre avec les espoirs et les doutes d'une CNT tour à tour conquérante et défaite – incarna, par excellence, les vertus majeures du prolétariat confédéré de son époque.

Un film sur sa vie est en cours de montage – Vivir de pie (Vivre debout) – (voir www.vivirdepie.net/)



Freddy Gomez

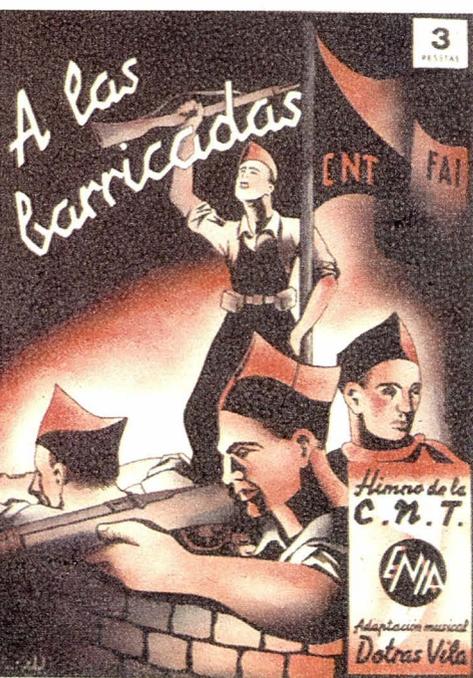
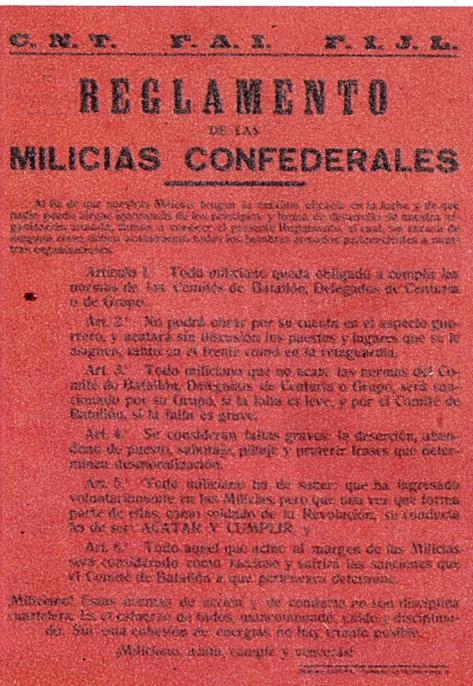
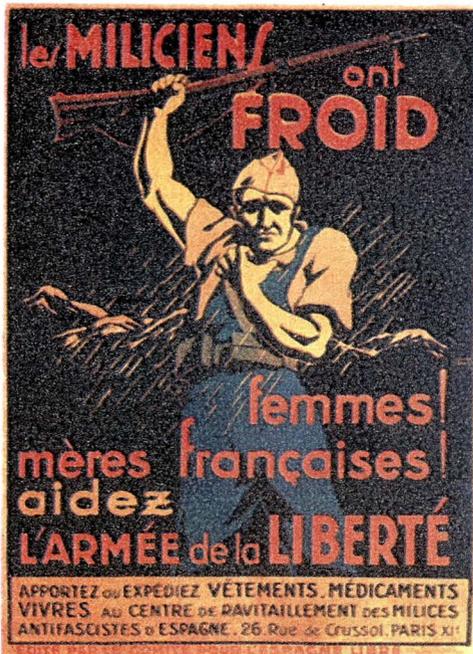
EN DES TEMPS ANCIENS où les hasardeuses aventures boliviennes du Che agitaient l'imaginaire rebel de toute une génération – la mienne –, j'eus la chance de connaître et de fréquenter, parmi d'autres, un militant à contre-époque, Cipriano Mera. La chance, je dis bien, car cette rencontre me dissuada certainement – et à tout jamais – de confondre la technique guévariste du « contre-État » avec un quelconque mouvement auto émancipateur. Du coup, aucun poster du Che n'orna jamais les murs de ma chambre d'adolescent, ce qui, à cette époque, tenait de l'originalité.

Cette entrée en matière pourrait prêter à confusion. Qu'on m'entende bien, donc. Cipriano Mera n'avait, à vrai dire, rien contre le Che, ni contre sa guérilla. Il habitait simplement un autre espace-temps, celui d'une Espagne libertaire exilée et déchirée, mais fière d'avoir tenté l'assaut du vieux monde, quelque trente plus tôt, et d'en avoir vu trembler les bases. Cette Espagne du grand rêve libertaire, j'en faisais partie malgré moi, par naissance, par accident, en somme. Elle avait bercé mon enfance de ses chants et de ses discours, infiniment répétés. Elle avait fait tinter à mes oreilles

les noms de quelques héros familiaux, comme Facerías ou Sabaté. Elle avait peuplé mon univers mental de récits – véridiques ou légendés – de la prise d'Atarazanas, des collectivités d'Aragon et de la défense de Madrid. C'est à l'âge où j'émergeais à la question sociale que je décidai d'en être de cette Espagne vaincue et oubliée, et d'en être par choix, cette fois. Quand je connus Mera, le vieux lutteur allait fêter ses soixante-dix ans. Moi, j'en avais dix-sept. Autrement dit, notre relation fut d'emblée merveilleusement inégalitaire.

Cipriano possédait sans doute une qualité rare, ce quelque chose qui relève de l'élégance du cœur et qui fait souvent défaut à ceux qui transmettent : un penchant pour l'humilité. Discret, il l'était parfois jusqu'à l'exagération, au point que certains de ses interlocuteurs pouvaient y voir, à tort, une suprême coquetterie. De fait, parcimonieux en paroles, Cipriano l'était d'autant qu'il goûtait aussi peu les récits guerriers que les éloges immérités. Si l'Histoire, disait-il, l'avait propulsé, en 1936, aux avant-postes de l'événement en transformant l'ouvrier du bâtiment en haut responsable de corps d'armée, son mérite à lui, le

DDD



DDDD

seul qu'il se reconnaissait in fine, fut de redevenir un modeste bâtisseur de maisons engagé dans la guerre de classe. En 1967, il l'était toujours, et pour trois ans encore.

L'homme était rude à la tâche et exigeant envers lui-même. A ses yeux, l'anarchie tenait d'abord de l'auto-construction d'une éthique de vie qui, une fois acquise, ne supportait aucune dérogation. D'où cette particulière prédisposition, chez lui, à la rectitude morale, celle-là même que certains modernes propagandistes d'un néoanarchisme pré ou post-soixante-huitard assimilaient, par paresse, à un moralisme passé de mode. Cipriano croyait, en fait, à la fidélité, à l'exemplarité et à la rigueur, ces vertus qu'on pouvait effectivement qualifier d'un autre âge. J'oserais dire qu'elle faisait son charme, un charme infini.

Confederal – c'est-à-dire homme de la Confédération (avec majuscule) –, Cipriano l'était de corps et d'âme, jusqu'à la moelle, intimement. Pour saisir le personnage, il faut, en premier lieu, comprendre cela et éviter, si possible, d'en sourire. Il n'était pas le seul, d'ailleurs, à s'être identifié alors à la CNT au point d'en avoir fait l'essentielle de ses attaches, tout à la fois sa famille et sa maison. C'était même une des principales caractéristiques de cette génération de militants à laquelle il appartenait. Les prolétaires qui la formèrent avaient commencé d'exister, comme tels, dans les luttes des années 1920, celles qui, de grèves en sabotages, de meetings en manifestations de rue, leur avaient conféré la certitude – et la fierté – d'appartenir à une classe dangereuse pour le capital. Cette CNT-là, celle de Salvador Seguí, Cipriano l'avait rejointe au lendemain de la grève révolutionnaire d'août 1917. Comme syndicaliste, d'abord. Depuis, il en avait vécu, au quotidien et dans sa chair, les avancées et les reculs. Il en avait assumé aussi les contradictions. Sans faillir et convaincu par avance qu'on ne choisissait pas toujours les moyens de la lutte. Ainsi, aux heures chaudes de la guerre d'Espagne, la militarisation des milices trouva en lui un partisan déclaré, non qu'il eût cessé du jour au lendemain d'abhorrer l'armée et les galons, mais par pragmatisme ou réalisme, les mêmes qui conduisirent la direction de la CNT-FAI à écorner ses principes et à rallier l'antifascisme institutionnel. Ses faits d'armés furent légendaires et ses capacités stratégiques reconnues, y compris par ses adversaires. Les staliniens crurent pouvoir l'utiliser, avant d'en faire, pour longtemps, leur ennemi public numéro un. Il est vrai qu'il avait osé, aux derniers jours d'un conflit épuisant, s'opposer militairement à leurs prétentions démagogiques et les réduire à presque rien. Revanche tardive de mai 1937, les événements de mars 1939 eurent cependant un tout autre goût, car la guerre était perdue. Irrémédiablement et pour toujours. Dès lors, Cipriano s'accrocha au tourbillon de l'Histoire avec la ferme volonté de ne pas lâcher prise : la fuite, les camps d'Afrique du Nord (les pires),

l'évasion, l'arrestation par la police de Vichy, la livraison à Franco, le conseil de guerre, la condamnation à mort. Trois ans d'un calvaire sans fin. Trois ans qui lui trempèrent un peu plus le caractère. Il ne demanda aucune grâce. Il attendit. Comme cette moitié d'Espagne vaincue, dont les plus ardents combattants peuplaient les prisons du dedans et les routes de l'exil. Il attendit la mort. Elle ne vint pas. Car il arrive que les vents de l'Histoire tournent, ne serait-ce que faiblement. Les forces de l'Axe perdirent la guerre et Franco trembla un instant sur son tas de cadavres. Quant à Cipriano, il sauva sa peau et sortit de prison en 1946. En liberté conditionnelle définitive.

Également partagée par tous les secteurs de l'opposition anti-franquiste, l'illusion que les jours du régime étaient comptés fut à l'exacte mesure de l'erreur d'analyse qui la sous-tendait. En cette sortie de guerre, en effet, aucune puissance du camp des vainqueurs n'avait réellement intérêt à ce que Franco cédât la place. Son obsession pour l'ordre offrait l'avantage d'écartier pour longtemps toute perspective de subversion. Il y eut bien, ça et là, quelques consciences malheureuses, dont c'était le rôle, pour verser des larmes de crocodile sur la défunte République. Les autorités en charge du New World en tinrent compte. Pour la forme. Elles installèrent dans leurs meubles les piteuses institutions d'une République en exil et attribuèrent – en les surveillant de près – un cadre légal aux organisations anti-franquistes réfugiées. Comme les autres, Cipriano s'était sans doute imaginé sans d'autres lendemains de victoire et, comme les autres, il dut s'accommoder du lâchage des démocraties. Après tout, ce n'était que le dernier en date. L'Espagne devenait, une fois de plus, une affaire intérieure et, comme en 1936, son peuple était prié de ne troubler ni l'ordre du monde ni les mouvements de capitaux. De crever en silence, en somme.

Dans ces circonstances, la CNT – déjà divisée entre « politiques », majoritaires en Espagne, et « apolitiques », majoritaires en exil – perdit la boussole. Quand l'Histoire majuscule – celle qui relève de la géopolitique internationale – n'offre aucune prise, c'est l'histoire minuscule – celle qui naît de l'épuisement des espoirs – qui prend irrémédiablement le relais. La CNT se lança alors dans une guerre sans merci contre elle-même. À coups d'arguments, de communiqués, de dénonciations, de crocs-en-jambe. Cette guerre dura seize ans. Dans cette tourmente, Cipriano s'imagina, dans un premier temps, que rien ne comptait davantage que d'abattre le régime et, pour ce faire et en tant que représentant du comité national de la CNT de l'Intérieur, il conspira. Avec des républicains, des monarchistes oppositionnels, des généraux devenus hostiles à Franco. Avec le tout-venant, en somme, convaincu, là encore, que le réel d'une dictature installée dans la durée ne laissait pas le choix des armes. Mais il ne tarda pas à jauger ses piètres alliés et à en comprendre

les limites. Au vu des lamentables résultats obtenus, il choisit, alors, de partir pour la France et de consacrer l'essentiel de ses forces à favoriser l'unité entre les deux secteurs de la CNT. Mandaté par le comité national de l'un des deux, il passa clandestinement la frontière hispano-française, le 11 février 1947.

Pour qui arrivait alors à Toulouse avec un tel projet, l'accueil n'était pas des plus chaleureux. Au siège de la CNT dite « apolitique », le poêle à charbon de la rue Belfort – « l'école du terrorisme », disait la presse franquiste – réchauffait aussi les rancœurs et le sectarisme d'une mini-bureaucratie faiblement appointée, mais soucieuse de défendre ses intérêts de clan. Cipriano, dont le parcours militant parlait pour lui, tenta de convaincre ses interlocuteurs du bien-fondé de sa démarche. Sans succès. La machine à calomnier se chargea d'en réduire les effets en lançant à son endroit quelques perfides accusations. Dès lors, il comprit deux choses : d'une part, que la méthode n'était pas la bonne ; de l'autre, qu'il fallait laisser du temps au temps. Ce qu'il fit.

Désormais installé en France avec sa famille, Cipriano trouva du travail dans le bâtiment. A Toulouse, dans un premier temps ; à Paris, par la suite. Les nouvelles qui lui venaient d'Espagne laissaient peu de place à l'enthousiasme. Le pays, admis à l'ONU en 1955, s'arrimait au rôle de vigie du « monde libre » que, guerre froide aidant, lui avaient octroyé les États-Unis d'Amérique, moyennant subsides. Ainsi, Franco avait habilement tiré son épingle du jeu. Du peuple, ce peuple insoumis et fier que la CNT mythifiait sans doute plus que de raison, il ne restait progressivement rien. Le génie des dictatures est d'abord là, dans la réduction des vaincus au rang de complices. Par peur d'abord, par désir de survie ensuite. Dans ce contexte désespérant, les libertaires de l'une et l'autre CNT défiaient l'impossible, chacun à sa manière, toujours vaine. Les années 1950 furent celles de tous les échecs : celui de la stratégie de reconstruction syndicale, celui de l'antifascisme politique, celui du repli idéologique, celui de la lutte armée. A la fin de cette désastreuse décennie, l'heure avait sonné de réagir ou de disparaître.

La réunification de la CNT, en 1961, marqua le point d'orgue d'un long processus de maturation interne, dont Cipriano fut, à l'évidence, avec quelques autres, l'un des principaux artisans. Multipliant les contacts à la base, rapprochant les points de vue, combattant les réticences, il s'y investit pendant des années sans ménager sa peine. Cette idée des retrouvailles, il la portait, comme on l'a vu, depuis son arrivée en France, plus de dix ans plus tôt. Elle reposait, de fait, sur un constat d'évidence : les circonstances ayant provoqué la scission de 1945 étant désormais devenus caduques, son maintien ne relevait plus que de logiques conservatrices. En clair, la division ne profitait qu'à ceux qui, installés aux commandes d'une organisation en

voie de disparition, défendaient leurs propres intérêts bureaucratiques. Gagnées par l'argumentaire unitaire, les bases des deux CNT rivales décidèrent de solder leurs différents au congrès de Limoges. Ce faisant, elles ouvraient la voie à une nouvelle période d'espoir, de dynamisme et de combativité. Période très courte, au demeurant, car, pour gagnée qu'elle fût, la bataille de l'unité n'entraîna pas le déclin historique de la CNT. Elle le retarda. Tout juste.

Quand je connus Cipriano, quelque six ans s'étaient écoulés depuis le congrès de Limoges. Pour l'heure, les pendules étaient aux réglages de comptes. Les Jeunesses libertaires, les premières, avaient payé l'addition. Mises hors la loi par l'État français, elles l'étaient aussi par les instances dirigeantes d'une CNT arc-boutée sur des « principes, tactiques et finalités » d'un autre âge, servant à peine à dissimuler le retour à l'immobilisme qui avait suivi l'embellie unitaire. L'expérience quelque peu chaotique de Defensa Interior (DI), organisme semi-clandestin issu du congrès de Limoges et chargé de coordonner la lutte anti-franquiste, avait offert le prétexte au retour de flamme. Cipriano avait prêté son concours aux activités du « sous-marin », comme on appelait le DI entre initiés. Dire qu'il en épousait sans ciller tous les choix serait exagéré, mais il les assumait avec constance, sûr que la tentative avait été méritoire. Sûr encore qu'elle avait été déstabilisée de l'intérieur par quelques-uns de ses membres, plus occupés à la faire échouer que prospérer. Pour lui, la cause était entendue : le DI ne méritait ni excès d'éloges ni surplus d'indignités. Il avait mené sa tâche avec les faibles moyens du bord et contre les entraves qu'on avait disposées sur sa route. La page était tournée, désormais. Du moins le pensait-il... À tort.

L'expérience du DI provoqua, en effet, un réflexe légitimiste au sein de l'organisation confédérale en exil. Une base vieillie et rangée ramena aux affaires ceux qui avaient précisément tout fait pour que l'unité n'eût jamais lieu. Avec eux, il est vrai, les risques étaient mesurés. Le seul dérapage – contrôlé – qu'ils maîtrisaient à merveille était d'ordre langagier et bureaucratique. La chasse aux sorcières n'oublia personne. Ni les partisans d'une inutile lutte armée, ni les syndicalistes pur sucre, ni les « fascistes » d'opposition, ni les adeptes d'une CNT en prise sur son époque. Tous y passèrent. D'exclusions en départs volontaires, le Secrétariat intercontinental – excusez du peu – finit par ressembler à une coquille vide, mais nettoyée de toute impureté dissidente.

Exclu de la Confédération – toujours avec majuscule, et ce, malgré l'offense –, Cipriano entra dans le dernier cercle d'une existence qu'il lui avait entièrement consacrée. Le choc fut rude, n'en doutons pas. Chez lui – en son modestissime logis de la rue Jean-Jaurès, à Boulogne-Billancourt –, c'était elle qui occupait le peu d'espace dont il disposait, elle encore qui affleurait des conversations maintenues avec les



visiteurs, elle enfin dont Teresa, sa compagne, s'arrangeait parce que c'était sa destinée et qu'elle aimait son Cipri plus que tout. Ces trois – la Confédération, Cipriano et Teresa – formaient un ménage parfait, à l'ancienne, absolument à rebours de l'époque, celle qui s'agitait dans les rues d'un Paris proche de l'insurrection.

Mai 1968... On a l'âge de son temps. Au mien, on déparait les rues. Ce printemps-là mit des couleurs à l'espoir. J'y croyais, pour sûr, avec cette foi du novice qui fait fi des impondérables et prend des vessies pour des lanternes. Il fallait le métier des vieux de la vieille pour saisir que la révolution n'était pas à l'ordre du jour. Une explosion ne met pas le feu à la plaine, disaient-ils, comme autant d'experts en dynamique sociale. La jeunesse en révolte les écoutait à peiné. Elle vivait son rêve. Chacun le sien. Le nôtre était à la mesure de nos faibles capacités. Le leur resurgissait d'une mémoire éternellement reconquise. Ce Paris-là, même sublime d'insolence, ne tenait certes pas la comparaison avec le « bref été de l'anarchie » de 1936. Il n'empêche qu'il embrasa leur imaginaire de miliciens de l'impossible. La preuve : ils étaient là, les compañeros, à chaque manifestation de rue, bien serrés sous les plis du drapeau noir, là, dans la Sorbonne occupée, et bien sûr, là, quand le collègue d'Espagne franquiste de la Cité universitaire du boulevard Jourdan devint territoire libéré. La Cité universitaire, tu parles d'un symbole, Cipriano ! Je le revois, ici ou ailleurs, courte silhouette trapue et visage taillé au burin, sourire de voir trembler le vieux monde et heureux d'en être encore de ses assaillants. La fête dura peu, mais elle fut grandiose. Pour le reste, les compañeros avaient raison : ce n'était pas la révolution.

Au sortir de ce printemps fiévreux, nos routes se séparèrent un temps. Je vécus les lendemains qui déchantent. Il reprit ses occupations : le chantier et la Confédération. Les opposants à l'immobilisme bureaucratique s'étaient regroupés autour d'un journal, *Frente libertario*. Ils se réunissaient au 79, rue Saint-Denis, dans ce quartier des Halles que le modernisme et la spéculation n'allaient pas tarder à prendre pour cible. Et à détruire, comme tout ce qu'ils touchent. Le local tenait de la ruche. Fréquenté par divers groupes libertaires français, il était lieu de passage et de brassage.

D'Espagne venaient aussi des visiteurs, nombreux et jeunes pour la plupart. Ils faisaient les trois étapes obligées du parcours parisien : les éditions Ruedo ibérico, rue de Latran, où l'élégant José Martínez officiait ; La Boule d'or, à Saint-Michel, où Agustín García Calvo tenait tertulia ; « San Denis », où Cipriano Mera brûlait Gauloise sur Gauloise en imaginant un avenir espagnol pour la CNT. Nombre de ces touristes d'un nouveau genre repartaient comme ils étaient venus, plus ou moins convaincus, plus ou moins engagés. Certains, cependant, s'en trouvaient

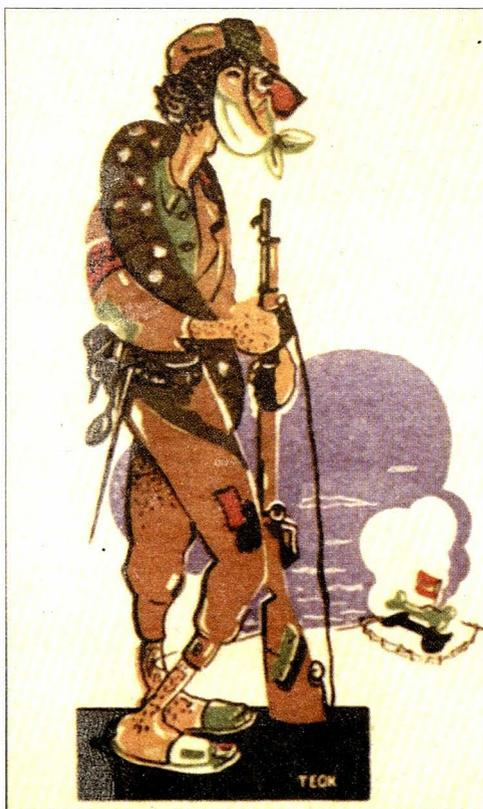
profondément marqués. J'en ai connus. Cipriano, qui croyait à la parole et à l'exemple, les recevait tous fraternellement. Devant leurs questions, pourtant, il renâclait, comme s'il refusait d'admettre sa petite notoriété. Quand, poussé dans ses derniers retranchements, il se lançait dans le récit de la défense de Madrid ou de Guadalajara, il le faisait avec une telle sobriété de mots, avec un tel manque d'effets oratoires, avec une telle économie de détails qu'il contrariait la légende et, probablement, décevait son auditoire. A dessein, c'est beaucoup dire, mais sûrement par refus – conscient ou inconscient – de se conformer à l'image qu'on attendait de lui, au personnage qu'on voulait voir et qui lui collait à la peau. Beaucoup de sa force de conviction venait de là, au demeurant, de cette distance qu'il avait su instaurer entre lui et l'autre, entre le maçon et le général anarchiste, entre la vie et le mythe guerrier. Non qu'il reniât, bien au contraire, ce qu'il avait été et fait, mais il n'en tirait aucune gloriole et n'en acceptait aucun avantage, même protocolaire. Seul l'intéressait ce que pensaient ces jeunes de l'avenir et comment ils comptaient le construire. Sincèrement.

Il fallut beaucoup insister pour qu'il acceptât d'écrire ses mémoires. L'histoire est connue. En 1973, une offre lui vint de Madrid, avantageuse. Le « tardo-franquisme » – comme on ne disait pas alors – commençait, en douceur, à préparer sa transition. Un an plus tard, la réponse de Cipriano fut cinglante : aucun livre de Mera ne saurait être publié dans un pays qui réserve aux libertaires le sort du garrotté Puig Antich. Cipriano confia, alors, son manuscrit aux éditions Ruedo ibérico et céda ses droits au mouvement libertaire. Il sortit en 1976, trop tard pour que le vieux lutteur puisse le voir. Il avait quitté ce monde le 24 octobre 1975.

Ses funérailles eurent lieu le 30 octobre au cimetière de Boulogne-Billancourt. Ce fut un jour d'une infinie douceur automnale. Dans l'assistance, nourrie et plurielle, une autre mort – annoncée et espérée celle-là – était sur toutes les lèvres : celle de Franco. Pour beaucoup, cette attente atténuait la tristesse de l'instant. La vie est ainsi faite, elle s'accroche désespérément à l'avenir, même le plus incertain, même le plus douteux.

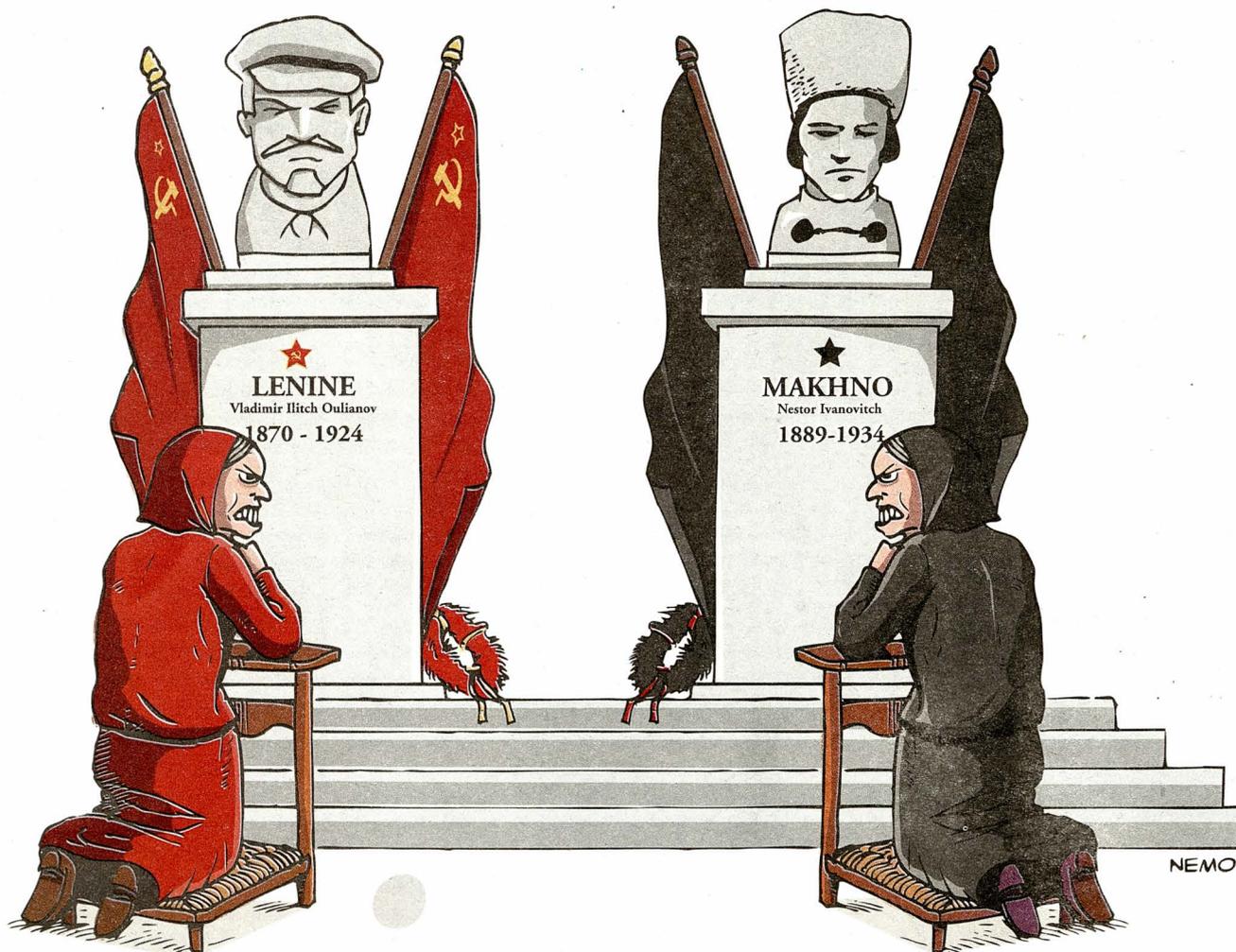
Quelques semaines plus tard, la nouvelle de la mort du Caudillo fut accueillie comme il se doit, dans l'ivresse. Quelques mois plus tard, l'Espagne entra dans la modernité démocratique, celle qui convenait aux intérêts du Grand Marché. Quelques années plus tard, la CNT, reconstruite à grande vitesse, se déconstruisit en un tour de main. Trois ans de pugilats internes en avaient fini avec les plus folles espérances. Rideau. Avec le temps, on peut alors se dire que Cipriano est sûrement mort à temps. De durer un peu, il aurait dû admettre, déboussolé, que cette Espagne n'était plus la sienne et que cette Confédération qu'il avait tant aimée ne méritait même plus sa majuscule.

F.G.



Il y a 90 ans, la révolution d'Octobre

Il y a 90 ans, un événement d'une ampleur jamais vue allait bouleverser le monde et orienter durablement le destin de la classe ouvrière internationale. Le prolétariat russe et l'énorme masse paysanne ont renversé le tsar de toutes les Russies et établi un système fondé sur les conseils ouvriers et paysans.



René Berthier

René Berthier est l'auteur de *Octobre 1917, le Thermidor de la révolution russe*, Éditions CNT-Région parisienne, et de *Bakounine politique* aux Éditions du Monde libertaire.

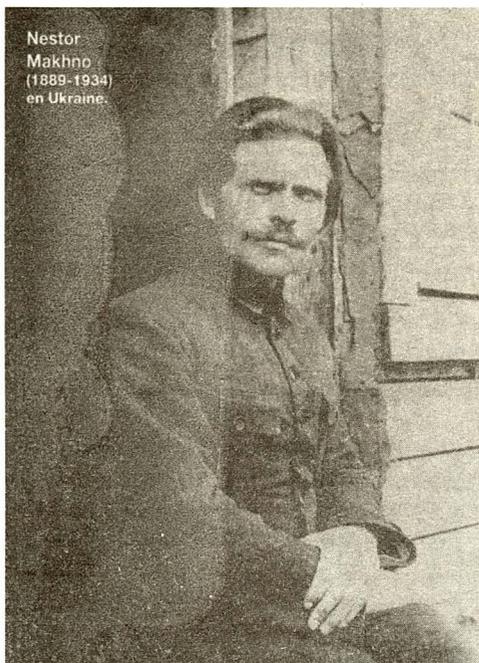
IL EXISTE DE NOMBREUSES histoires de la révolution russe. On trouve, en quantités moins importantes, des livres sur les anarchistes et la révolution russe.

Dans le premier type d'ouvrage, les anarchistes n'apparaissent pas du tout, ou très marginalement. Dans le second type d'ouvrage, qui tente de rendre justice au mouvement libertaire, le travail de restitution du rôle des anarchistes tend à ne pas mettre leur activité en relation avec le déroulement général de la révolution et des problèmes qu'elle a posés.

On sait que ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire. La mythologie fondée par les bolcheviks et leurs héritiers a eu pour fonction de masquer la réalité, l'extraordinaire vitalité et diversité des expériences que les acteurs de cette révolution ont tenté de mettre en place.

La chute du mur de Berlin, l'implosion de l'URSS ont contribué, aux yeux des tenants du libéralisme, à renvoyer au magasin des accessoires de l'histoire les espoirs nés de la révolution russe. Les libertaires affirment que ces espoirs restent plus que jamais d'actualité et qu'il convient plus que jamais de les réaffirmer, en opposition à ceux pour qui la liberté n'est que la liberté d'exploiter, et en opposition également à ceux pour qui l'émancipation de l'humanité ne peut passer que par son oppression préalable.

Il nous semble qu'aujourd'hui la révolution russe doit être un sujet de réflexion pour la révolution de demain; les problèmes qu'elle a posés restent dans l'ensemble des problèmes que les révolutionnaires d'aujourd'hui doivent continuer de se poser.



Nestor
Makhno
(1889-1934)
en Ukraine.

La révolution russe a longtemps été un enjeu politique; elle a été « instrumentalisée », utilisée par les propagandes diverses, chacune ne retenant que les aspects qui confirmaient sa propre optique de l'histoire, ou qui convenaient à sa propre perspective du présent.

Le mouvement libertaire n'échappe pas à cette tendance, dans la mesure où il axe son discours sur la révolution sur deux événements portés à un statut quasi mythique, le mouvement makhnoviste et l'insurrection de Kronstadt. Sur ces deux événements, l'essentiel a été dit.¹ L'insistance mise par les libertaires sur le mouvement makhnoviste en Ukraine a abouti à occulter l'existence d'un important mouvement anarchiste dans les centres industriels d'Ukraine, mais aussi l'activité du mouvement anarchiste en Russie même. Quant à l'insurrection de Kronstadt, en 1921, elle n'est que la conclusion d'un processus de plusieurs années de contre-révolution et ne saurait donc expliquer cette contre-révolution².

Les héritiers des différents courants qui se sont affrontés ont dans une large mesure plaqé sur les événements consécutifs à février, puis à octobre 1917, leur propre grille de lecture, tirant la couverture à soi, attribuant les succès ou les échecs à l'application ou à la non-application de leur ligne politique.

Il ne s'agit pas simplement d'une présentation systématiquement déformée des faits. Toutes les organisations politiques de la gauche ont élaboré une véritable mythologie.

La social-démocratie parlementaire attribue l'échec de la révolution à la destruction des institutions parlementaires par les bolcheviks – la dissolution de l'Assemblée constituante. Ceux-là oublient que les ouvriers et les paysans russes, dans les premiers mois de la révolution, aspiraient essentiellement à en finir avec la guerre, et que pour cela ils attendaient des dirigeants socialistes qu'ils prennent le pouvoir, ce qu'ils ont refusé de faire. C'est que, au début de la révolution, l'en-

semble des forces socialistes, bolcheviks compris, portaient d'une application stricte du matérialisme historique de Marx, ou de ce qu'ils estimaient tel, selon lequel on ne peut passer d'une société encore féodale au socialisme sans réaliser au préalable la révolution bourgeoise. Le programme des socialistes, toutes variantes confondues, était donc la révolution bourgeoise, les seules divergences résidant dans la durée de celle-ci. Il ne pouvait donc être question que les socialistes prennent le pouvoir. Ce n'est que par une sorte de coup d'État interne au parti bolchevik que Lénine a imposé aux militants incroyables le mot d'ordre de prise du pouvoir. Ce sont les fameuses thèses d'avril. On comprend, dans ces conditions, le ralliement des ouvriers aux bolcheviks.

Les communistes de toutes tendances, stalinien, trotskistes ou maoïstes se querellent pour réclamer à leur seul profit la légitimité de la succession de Lénine, mais tous évoquent la « glorieuse révolution socialiste d'octobre » avec une ferveur toute religieuse, et parlent des soviets avec une émotion aussi sincère qu'idéalisée, évacuant l'extraordinaire rapidité avec laquelle ils se sont bureaucratisés – quelques mois. Octobre 1917 est devenu à ce titre un mythe fondateur.

Ceux-là ont voulu appliquer de manière mécanique aux sociétés industrielles développées un schéma de révolution qui n'a été possible que dans une société rurale, sous-industrialisée et semi-féodale. Pourtant, pendant des décennies, trotskistes et maoïstes ont revécu inlassablement octobre 1917 comme un vieux disque rayé et ont traîné un schéma de révolution qui se limite à la prise du Palais d'Hiver ou à des soviets mythiques soutenant inconditionnellement les bolcheviks. Ceux qui se réclamaient de l'héritage bolchevik ont vécu « en plein délire d'identification avec la révolution russe », comme dit Carlos Semprun-Maura.

Il ne s'agit pas simplement d'une approche déformée des faits: il s'agit d'une approche essentiellement idéologique, qui remplace les faits par l'idée qu'on veut donner des faits. Il s'agit d'une pétrification de la réalité historique par l'idée qu'on veut imposer de la réalité, au nom d'un dogme. L'histoire est réécrite à partir d'interprétations, d'analogies avec des événements survenus antérieurement (la Commune de Paris, par exemple) ou de citations de Marx qu'on force à coller aux événements. Ce que Lénine ou Trotski disent est vérité historique. Il n'est aucunement besoin d'aller chercher ailleurs. Pourtant, le simple examen des exclusions successives et en chaîne des dirigeants bolcheviks par eux-mêmes, leur approbation systématique des mesures de répression contre d'autres, mais dont ils finissent toujours par être eux-mêmes victimes, à leur grand étonnement, suffisent à casser toute vision idéalisée de la révolution.

Les communistes « orthodoxes » ont continué, contre toute raison, de se référer au



« socialisme réel » issu de la révolution d'Octobre, et qui n'était qu'une caricature de socialisme. Selon le modèle orthodoxe, la révolution, qui avait bien commencé, aurait subi un « accident » de l'histoire, le culte de la personnalité. La dénonciation de ce culte par Khrouchtchev aurait remis le communisme dans ses rails, ce qui aurait permis au régime de présenter un bilan « globalement positif ». Pendant des dizaines d'années le communisme « orthodoxe » a présenté aux masses populaires un modèle qui n'était qu'un travestissement tragique de socialisme; ils ont mis en œuvre des stratégies de liquidation de mouvements révolutionnaires authentiques qui apparaissaient inopportuns à la politique étrangère de l'Union soviétique. La liquidation du parti communiste allemand et la guerre civile espagnole n'en sont que quelques exemples.

Loin d'être des forces d'opposition au capitalisme dans les pays occidentaux, les communistes ont aspiré à participer à sa gestion. Combien de grèves ont été étouffées dans les années soixante-dix en France parce que la stratégie de programme commun, qui devait porter au pouvoir ces héritiers d'Octobre, devait régler les problèmes plus efficacement que des mouvements sociaux ?

Faut-il s'étonner dès lors de la démoralisation de la classe ouvrière, de sa perte de conscience de classe et de sa dispersion dans des idéologies au mieux consensuelles, au pire racistes ? « Les ministres communistes ne font plus peur à la bourse » titrait *Le Monde* du 7 juin 1997, qui annonçait que le CAC 40 avait gagné 2,11 points. Octobre 1917 est loin, très loin. Ces héritiers-là d'Octobre en furent réduits à utiliser l'adjectif « citoyen », concept interclassiste, à tout bout de champ. La plus grande nouveauté de leur politique résidait dans la « démarche communiste nouvelle » annoncée en son temps par Robert Hue, c'est-à-dire « l'intervention citoyenne » et l'union de toutes les forces de gauche. Une véritable révolution culturelle, une « révolution citoyenne et solidaire ». Les antagonismes de classe relèvent désormais de l'histoire ancienne. Le champ de l'action du parti – et de son recrutement électoral – ne se situe précisément plus sur le terrain de la lutte des classes mais sur celui de l'antifascisme, plus efficace pour racoler des citoyens-électeurs. Si Lénine voyait cela, il mourrait de rire. Le communisme « orthodoxe », de reniement en reniement, n'existe de toute façon plus, aujourd'hui.

L'explication communément proposée par Trotski et les trotskistes de la genèse du régime bureaucratique en URSS est fondée sur une argumentation qui mêle habilement la réalité des faits et la distorsion de leur signification :

1. La Russie s'est retrouvée isolée par l'échec de la révolution en Europe.
2. Le pays était dévasté par la guerre civile.
3. La Russie était un pays arriéré qui n'avait pas la base industrielle suffisante pour

construire le socialisme.

4. La révolution allemande, tant attendue, et qui devait rompre l'isolement de la révolution russe, n'a pas eu lieu.

À ces remarques, on peut objecter que :

1. La dictature bolchevique sur toute la société russe a été le premier obstacle à l'extension de la révolution en Europe.

2. La révolution avait gagné la guerre; or, précisément après la guerre civile, la dictature bolchevique s'est considérablement accrue contre les organisations dont l'alliance n'était plus nécessaire.

3. En 1913 la Russie était tout de même la cinquième puissance industrielle mondiale, qui exportait du blé; il faudra attendre 1962 pour que l'URSS rattrape la production de blé de la Russie de 1913...

4. La signature du traité de Brest-Litovsk a également signé la fin de la révolution allemande.

Le contexte décrit par Trotski, et par les léninistes en général, n'est pas inexact, mais il n'explique rien, car en vérité la révolution russe, dans ces conditions, aurait dû simplement être vaincue et conduire à un retour à la situation antérieure; or, elle s'est dissoute de l'intérieur. L'argumentation trotskiste explique l'échec, elle n'explique pas la dégénérescence. Pour le trotskisme, la révolution avait été trahie. L'URSS restait un État ouvrier, mais « dégénéré ». La bureaucratie soviétique était un phénomène inédit dans l'histoire, pour lequel la théorie marxiste ne fournissait pas de cadre explicatif; elle ne proposait pas non plus d'autre exemple historique de « dégénérescence ». La reconnaissance par les trotskistes de sa nature réelle aurait conduit inévitablement à nier le léninisme comme instrument de la révolution prolétarienne.

Trotski écrit qu'un parti « qui ne va pas de pair avec les tâches historiques de sa classe devient ou risque de devenir un instrument indirect des autres classes » (*Leçons d'Octobre*). Or c'est précisément ce qu'est devenu le parti bolchevik. Mais dans la perception de Trotski il ne fait pas de doute que le parti bolchevik était l'expression (et la seule) de la classe ouvrière. On pourrait aller plus loin en se demandant de quelle classe le parti bolchevik, au-delà de son discours, était réellement l'expression.

La notion de « dégénérescence » en parlant d'un système politique et social, est un non-sens dialectique, du strict point de vue marxiste. Une révolution prolétarienne peut résulter des contradictions du régime capitaliste et produire un système qualitativement nouveau (le communisme); mais si elle « dégénère », elle ne peut pas, dialectiquement, rester dans un état de dégénérescence permanente, comme a semblé le suggérer le trotskisme pendant des décennies. Elle conduit inévitablement à un système qualitativement différent, qui ne peut pas être un simple retour en arrière (le capitalisme libéral), mais qui n'est pas non plus le communisme: c'est ce quelque chose de différent que le



marxisme-léninisme a été incapable d'expliquer – sauf à se nier lui-même –, et là se trouve le constat de son échec, puisque voilà une science qui prétend avoir découvert les lois de l'évolution historique (un « bloc d'acier » auquel il n'y a rien à retirer, selon les termes de Lénine³) et qui se trouve impuissante à expliquer le présent parce qu'il ne cadre pas avec les schémas établis.

Nombre d'anarchistes sont tombés dans le travers de la mythification et de la simplification, comme en témoigne Voline :

« Le parti bolchevik, une fois au pouvoir, se transforma en maître absolu. La corruption le gagna rapidement. Il s'organisa lui-même en caste privilégiée. Et plus tard, il écrasa et soumit la classe ouvrière pour l'exploiter, sous de nouvelles formes, et selon ses intérêts particuliers. » (*La Révolution inconnue*, Belfond.)

Certes, de telles affirmations ne sont pas fausses, mais quelque vérité que puisse contenir une caricature (les bolcheviks sont les méchants et les anarchistes les gentils), celle-ci ne saurait tenir lieu d'analyse. Ida Mett elle-même, parlant du livre de Voline, disait que « le résultat de sa tentative est vraiment décevant ». Elle ajoute : « On dirait, d'après ses écrits, qu'il fallait que l'auteur vienne en Russie pour que l'anarchisme apparaisse⁴. »

Une partie du mouvement libertaire international s'est limitée à l'idée que les bolcheviks étaient des « autoritaires » et des méchants assoiffés de pouvoir, évacuant le fait que différentes couches sociales, parmi lesquelles les dirigeants bolcheviks eux-mêmes, aient pu s'opposer pour le contrôle du pouvoir. Cette vision idéaliste est heureusement contrebalancée par d'autres. C'est peut-être Archinov, dans *Le Mouvement makhnoviste* (1921), qui fournit la clé de la dérive totalitaire du régime. L'analyse qu'il fait du rôle de l'intelligentsia révolutionnaire est une vision pénétrante de la sociologie des mouvements révolutionnaires dans les pays sous-industrialisés dominés par l'impérialisme :

« Les vagues aspirations politiques de l'intelligentsia russe en 1825 s'érigèrent, un demi-siècle plus tard, en un système socialiste achevé et cette « intelligentsia » elle-même [se constitua] en un groupement social et économique précis : la démocratie socialiste. Les relations entre le peuple et elle se fixèrent définitivement : le peuple marchant vers l'auto-direction économique et civile ; la démocratie cherchant à exercer le pouvoir sur le peuple. La liaison entre eux et nous ne peut tenir qu'à l'aide de ruses, de tromperies et de violences, mais en aucun cas d'une façon naturelle et par la force d'une communauté

d'intérêts. Ces deux éléments sont hostiles l'un à l'autre⁵. »

L'intelligentsia allait constituer l'une des principales bases sociales de la bureaucratie soviétique, qu'allaient rejoindre les fonctionnaires et les dirigeants de l'ancien régime. La question : quelle est la nature du régime hérité d'Octobre n'a donc aucun sens si on ne se pose pas également la question : quelle est la nature de classe du léninisme. L'école des marxistes allemands et hollandais allait apporter plus tard une réponse très proche de celle d'Archinov. Les libertaires ont vécu avec des images d'Épinal de héros vaincus, dans le souvenir de la répression de Kronstadt, ou dans celle du mouvement makhnoviste, comme si la liquidation de ces deux mouvements était la seule manifestation de la contre-révolution bolchevique. Du coup ils en oublient l'extraordinaire explosion du mouvement anarchiste et anarcho-sindicaliste dans la classe ouvrière russe, dans les syndicats et les comités d'usine.

Attribuer aux seules tendances « autoritaires » des bolcheviks la responsabilité de l'échec de l'anarchisme russe passe à côté d'un fait essentiel, sa division, ses querelles internes et son incapacité constituer une organisation nationale. Makhno était revenu en Ukraine écoeuré de l'état du mouvement libertaire russe. S'il avait existé en Russie une organisation à la hauteur des effectifs du mouvement, comparable à celle du mouvement libertaire ukrainien, capable de soutenir l'insurrection makhnoviste, le sort de la révolution russe aurait sans doute été différent.

On ne peut commencer à désigner « les autres » dans la responsabilité de nos échecs que lorsqu'on a clairement identifié nos propres responsabilités.

R. B.



1. Cf. Alexandre Skirda, *Les Cosaques de la liberté*.
2. Cf. Jacques Baynac, *La Terreur sous Lénine*, éd. Sagittaire.
3. Cf. *Matérialisme et empiriocriticisme*.
4. *Masses*, *Socialisme et liberté*, décembre 1947-janvier 1948, n° 12.
5. Piotr Archinov, *Histoire du mouvement makhnoviste*, Béliaste, pp. 21-22. – Bakounine développa ses idées sur les potentialités révolutionnaires de la Russie à partir d'une observation aiguë de la réalité sociologique du pays. La clé de cette analyse se trouve peut-être dans une lettre qu'il écrivit à Liebknecht le 8 avril 1870, dans laquelle il déclare que la majorité des étudiants russes se trouve dans la situation de « n'avoir absolument aucun moyen assuré d'existence devant elle, ce qui fait qu'avant tout, elle est révolutionnaire par position, et c'est la manière la plus sérieuse et la plus réelle, selon moi, d'être révolutionnaire ». Or, il est significatif que ce sont ces mêmes intellectuels d'origine bourgeoise qui, trente ans plus tard, constitueront l'écrasante majorité des cadres du parti bolchevik.

Les bouillonnantes cornues du Droit et du Marché

Nestor Potkine



APRÈS SON SUPERBE ENSEIGNEMENT de l'ignorance, Jean-Claude Michéa a écrit, un second livre indispensable *L'Empire du moindre mal, essai sur la civilisation libérale* (Climats, 19 euros) est peut-être le l'ouvrage le plus clair sur le libéralisme. Le titre va droit au but; le libéralisme prétend en effet, morne ambition, n'être que la philosophie du moindre mal. « La démocratie est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres », disait Churchill. Michéa souligne aussitôt qu'autant « l'esprit libéral manifeste un optimisme sans faille quant à la capacité des hommes de se rendre « maîtres et possesseurs de la nature », autant il fait preuve d'un pessimisme profond dès qu'il s'agit d'apprécier leur aptitude morale à édifier par eux-mêmes un monde décent. »

D'où vient cette croyance que « le mouvement réel des sociétés est le résultat de l'action humaine plutôt que de l'intention humaine » comme le disait Adam Ferguson? Michéa propose d'y voir le résultat des guerres de religions du XVI^e siècle. Une période où la sauvagerie, loin de se résumer à un franc combat d'appétits de bandits, comme l'étaient jusqu'alors les guerres féodales, fut accentuée, chauffée à blanc par le désir même du Bien, par la conviction de posséder la Vertu et la Vérité.

NUL NE CONTESTE PLUS le danger du fanatisme du Bien. Ce qui hélas va se passer est « l'élargissement hyperbolique » de cette défiance dans une série d'expériences de pensée. Le modèle de l'expérience de pensée philosophique est celle de Descartes

qui écarte tout, pour ne garder que son « je pense donc je suis » et en reconstruire, croit-il, l'intégralité de la vérité.

Hobbes et son roman de science-fiction de la lutte de tous contre tous, Rousseau et son roman de science-fiction du contrat social, bref la légende des hommes d'abord tous individus, tous seuls, tous se combattant les uns les autres, puis d'un coup de baguette (ou de matraque) magique se mettant d'accord sur les principes d'une société: voilà le mythe fondateur du libéralisme!

Tout ce que l'on sait à présent de la préhistoire, du cerveau humain, des sociétés de chasseurs-cueilleurs, des groupes animaux, tout ce que l'on peut déduire de l'existence du langage, une institution sans qui l'enfant humain ne devient pas humain et qui ne peut pas exister sans une coopération originelle et permanente, tout ceci prouve l'absurdité de ce mythe libéral, pas plus respectable que ceux de l'éther, du phlogiston ou de la musique des sphères. Mais, apparemment, cela n'a pas le moindre effet sur le triomphe d'une religion politique qui ravage la planète en général et notre pays en particulier.

MICHÉA NOTE, NARQUOIS, la contradiction entre les principes de l'idéologie libérale qui se prétend fondée en raison, qui se veut réaliste, sans illusions, adulte, froide, et ces fondations échevelées.

Mais le mythe fondateur libéral a le grand avantage de ressembler à ces implacables démonstrations scientifiques, ces $A + B = C$, ces

théorèmes d'une clarté sans merci. Et du mythe de l'homme loup pour l'homme (entendons-nous bien, le mythe réside non pas dans l'inhumanité de l'homme pour l'homme, trop bien prouvée par l'histoire, mais dans celui de croire que le fond, la réalité d'une hypothétique nature humaine inchangeable est cette inhumanité de l'homme pour l'homme), on va passer à celui de la société automatique. Pardon?

Oui, la société automatique est le second mythe fondateur du libéralisme: les vices privés, dans les bouillonnantes cornues du Droit et du Marché, se transforment en vertu publique, les appétits individuels en bonheur collectif. La Main Invisible!

« Il s'agit toujours de découvrir, ou d'imaginer, les mécanismes (autrement dit, les systèmes de poids et de contrepoids, conçus sur le modèle des théories physiques de l'équilibre), capables d'engendrer par eux-mêmes tout l'ordre et l'harmonie politique nécessaires, sans qu'il n'y ait plus jamais lieu de faire appel à la vertu des sujets. » « Bien plus qu'une théorie de la justice, il conviendrait plutôt de parler à son sujet d'une théorie de l'ajustage ou de l'ajustement ». Dans sa remarquable thèse sur *La Balance et l'Horloge: la genèse de la pensée libérale en France au XVIII^e siècle* (les Éditions de la Passion, 1989) Simone Meyssonier met en évidence le rôle décisif joué par les travaux scientifiques de Bernoulli dans la construction de l'imaginaire économique moderne. D'une manière générale, il est nécessaire de souligner que le modèle de l'équilibre autorégulé (ou du « processus sans sujet » selon l'expression



d'Althusser) se situe au cœur de toutes les constructions philosophiques du libéralisme. Dans un ouvrage passionnant, Céline Lafontaine montre ainsi comment, au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, le programme cybernétique a été conçu par Norbert Wiener, avec l'appui des autorités américaines, dans l'espoir officiel de libérer l'humanité de l'emprise meurtrière des « idéologies » et d'assurer ainsi une ère de paix universelle fondée sur un mode de gouvernement « scientifique » des sociétés (*L'Empire cybernétique: des machines à penser à la pensée machine*. Seuil, 2004).

Et Michéa de rappeler que, pour Kant dans son *Projet de paix perpétuelle*, « la seule mécanique du Droit suffirait à assurer la coexistence pacifique même d'un peuple de démons ». Même d'un peuple de démons! L'être humain n'a besoin ni de décisions morales, ni de communauté, ni de solidarité, il n'a besoin que d'un État minimal qui pourchasse la fausse monnaie et paie des juges intègres (tiens, tiens, il faut donc quand même un peu de morale quelque part), et le bonheur sera là. Ahurissante « aporie constitutive — la conjonction d'une autorité juste et de démons en liberté »! La première objection à cette fable, avant même que l'on parle de monopoles, de corruption, de classes et autres choses qui fâchent, est vite donnée par Michéa: « Une société qui n'exigerait de ses membres que le respect de leur indifférence réciproque ne serait plus une véritable société, et la maxime « vivre et laisser vivre » finit toujours, là où ne règne pas un minimum de common decency (c'est-à-dire un minimum de valeurs partagées et de solidarité collective effectivement pratiquée), par se transformer dans les faits en vivre et laisser mourir. »

Suivent des lignes d'une précision parfaite, qu'on appliquera aisément aux pantalonades des clowns sales à la Jack Lang :

« Il serait assez étonnant, dès lors, que la magnifique tolérance sur laquelle la « société ouverte » est toujours supposée se fonder (et qui procure à peu de frais la bonne conscience caractéristique de ses privilégiés) corresponde véritablement à ce qu'un Érasme ou un Montaigne entendaient encore sous ce mot. Rien ne permet de l'apparenter au travail, long et complexe, que chacun doit opérer sur lui-même pour se défaire de son égoïsme et apprendre à regarder le monde avec les yeux d'autrui. Dans les faits, elle ne désigne, la plupart du temps, qu'une manière minimale de coexister avec ses contemporains. » Et Michéa d'en rajouter une couche avec une citation assassine de Rousseau: « Défiez-vous de ces cosmopolites qui vont chercher au loin dans leurs livres des devoirs qu'ils dédaignent de remplir autour d'eux. Tel philosophe aime les Tartares pour être dispensé d'aimer ses voisins. » Peut-on mieux décrire Bernard? (oui, vous avez le choix entre Kouchner et — Henry Lévy).

MICHÉA DÉCRIT D'AUTRES CONSÉQUENCES des mythes fondateurs du libéralisme. De

manière amusante, les passages les plus percutants de l'Empire du moindre mal se trouvent en général dans ses notes. En voici une: « Une société qui se présente comme la moins mauvaise possible tend logiquement à fonder l'essentiel de sa propagande sur l'idée qu'elle est là pour nous protéger de maux infiniment pires. C'est pourquoi, comme le fait remarquer Guy Debord dans ses *Commentaires sur la société du spectacle*, une société s'arrange généralement pour « être jugée sur ses ennemis plutôt que sur ses résultats ». C'est, par conséquent, toujours un drame idéologique pour elle, que de voir disparaître, avec le temps, telle ou telle figure historique du Mal Absolu (avec la chute du Mur de Berlin, par exemple). Et comme la place du pire ne doit jamais rester vide très longtemps, la propagande libérale se trouve dans l'obligation perpétuelle d'en découvrir de nouvelles incarnations, au besoin, cela va sans dire, en les fabriquant de toutes pièces. » Osama, es-tu là?

MICHÉA N'A PAS ÉCRIT LUI-MÊME l'un des passages les plus terribles de son livre, un texte sidérant qui déploie avec cynisme le crime permanent du libéralisme; la réduction des personnes à des individus calculateurs, qui ne voient jamais dans autrui qu'un moyen, et non une fin. Ce texte de 1988 est d'un dangereux imbécile (je n'aime pas traiter les gens qui ne m'ont rien fait d'économistes), un certain Lemennicier, apparemment directeur du jury d'agrégation de sciences économiques: « Envisageons la situation d'un individu qui hésite entre deux femmes; l'une est très instruite, l'autre ne l'est pas. Pour bénéficier des faveurs de la femme instruite, il doit redistribuer une part suffisante des gains du mariage pour la convaincre de l'épouser en lui assurant un niveau de vie au moins équivalent à celui qu'elle aurait eue en restant célibataire. En revanche, avec la femme moins instruite, la part sacrifiée sera plus faible. Le coût d'opportunité d'un mariage dépend donc du salaire auquel peut prétendre la femme sur le marché du travail. Mais il ne dépend pas que de cela. La femme peu instruite est peut-être plus jolie, sensuelle ou affectueuse, ou la probabilité qu'elle le soit est plus élevée. Supposons cependant une identité des attributs autres que le niveau d'instruction. Le coût d'opportunité d'une femme instruite est mesuré par son salaire. Il est plus élevé qu'avec une autre femme, car pour obtenir les mêmes services, il devra payer plus cher. Certains services, comme la qualité des enfants, ne sont pas indépendants du niveau d'instruction de l'épouse et cela nuance le comportement de l'homme désirant une production domestique de qualité. Cette restriction mise à part, les hommes devraient épouser des femmes moins instruites ou, en tout cas, moins instruites qu'eux. » **N. P.**

(perplexe quant au coût d'opportunité d'un coup de pied aux fesses économistes.)



Fédération anarchiste

les groupes

federation-anarchiste.org

02 Aisne

Groupe Kropotkine

Athénée libertaire
& Bibliothèque sociale
8, rue Fouquerolles
02 000 Merlieux
Permanence les 1^{ers}, 3^e, 5^e jeudis du
mois de 18 heures à 21 heures.
Tél. : 03 23 80 17 09

04 Alpes-de-Haute-Provence

Liaison Alpes-de-Haute-Provence

Daniel Adam
BP1
04190 - Les Mées
adsalam@no-log.org

05 Hautes-Alpes

Groupe GEL-05

BP 111
05 003 Gap CEDEX
gel-05@wanadoo.fr

06 Alpes-Maritimes

Liaison Antibes

c/o Le Monde libertaire
07 Ardèche

Groupe d'Aubenas

c/o Cesa
BP 15
01 170 Villeneuve-de-Berg

12 Aveyron

Liaison Sud-Aveyron

c/o SAP
BP 2
12 400 Montlaur

13 Bouches-du-Rhône

Groupe de Marseille

c/o Mille Bâbords
61 rue Consolat
13 001 Marseille
contact@fa-marseille-fr-eu-org

Liaison Aix-en-Provence

c/o Mille Bâbords
61, rue Consolat
13 001 Marseille
contact@fa-marseille-fr-eu-org

Liaison Ni Dieu Ni Maître

(Arles)
c/o Le Monde libertaire
ndnm.arles@no-log.org

<http://ndnm.arles.free.fr>

14 Calvados

Groupe de Caen

c/o Le Monde libertaire
fa-caen@no-log.org
<http://facaen.zeblog.com>

17 Charente-Maritime

Groupe les AffranchiEs

c/o Le Monde libertaire
groupe-lesaffranchies@federation-anarchiste.org

Groupe Nous Autres

c/o Adil
BP 3
17 350 Port d'Envaux

18 Cher

Liaison Bourges

c/o Le Monde libertaire

19 Corrèze

Liaison Corrèze

C/o Le Monde libertaire

21 Côte-d'Or

Groupe La Mistoufle

Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître
BB 8
2, rue des Corroyeurs
21 000 Dijon

Permanence tous les mercredis de

20 heures à 23 heures.

6 impasse Quentin

22 Côtes-d'Armor

Groupe Jean Souvenance

C/O Cel
1, rue Yves-Creston
22 000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

23 Creuse

Groupe Arthur Lehning

c/o Alayn Dropsy
9, Rizat
23 270 Ladapeyre
Tél. : 05 55 80 64 00
alayn.dropsy@yahoo.fr
<http://anarchie23.centerblog.net>

24 Dordogne

Groupe Drapeau Noir Périgord

c/o ADCS 24

Le Bourg

24 290 St-Amand de Coly
groupe-dnp@federation-anarchiste.org
<http://dnp.lautre.net>

Groupe Emma Goldman

c/o EMMA
Pavillon 10
44, rue Léon-Félix
24 000 Périgueux
emma.goldman@no-log.org

25 Doubs

Groupe Pierre-Joseph Proudhon

c/o CESL
BP 121
25 014 Besançon CEDEX
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
<http://lautodidacte.org>

Librairie L'Autodidacte

5, rue Marulaz
25 000 Besançon
www.lautodidacte.org

28 Eure-et-Loire

Groupe de Chartres

abbayes de St-Brice
1, rue Martin-Auval
28 000 Chartres

Permanence chaque

1^{er} vendredi du mois

30 Gard

Groupe Gard-Vaucluse

c/o Agdir
BP 5 018
30 900 Nîmes
fa30-84@no-log.org
www.fa-30-84.org

32 Gers

Liaison Gers

c/o Le Monde libertaire

33 Gironde

Cercle Jean Barrué

c/o Athénée libertaire
7, rue du Muguet
33 000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org

35 Ille-et-Vilaine

Groupe La Sociale

MJC La Paillette
2, rue du Pré-de-Bris
Domaine St Cyr

35 000 Rennes

contact@farennnes.org
www.farennnes.org

Librairie associative La Commune

17, rue de Chateaudun
35 000 Rennes
ouverte le mercredi & samedi de
14 heures à 18 heures

Liaison Retiers

c/o Groupe La Sociale
MJC La Paillette
2, rue du Pré-de-Bris
Domaine St-Cyr
35 000 Rennes

38 Isère

Groupe La Rue Râle

(St-Marcellin-Royans)
c/o Groupe Jules Vallès
Cap Berriat
15, rue Georges-Jacquet
38 100 Grenoble
laruerale@no-log.org

Groupe Vercors

c/o Ultimatum
BP 3
38 250 Lans-en-Vercors
fa.vercors@no-log.org
<http://fa.vercors.free.fr>

39 Jura

Groupe Lucio

c/o La Maison Du Peuple
12, rue de la Poyat
39 200 Saint Claude
groupelucio@altern.org

42 Loire

Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise

Bourse du Travail salle 15 bis
Cours Victor-Hugo
42 000 Saint-Étienne

45 Loiret

Groupe Gaston Couté

c/o Le Monde libertaire
gastoncoute@no-log.org

51 Marne

Liaison Marne

c/o Le Monde libertaire

54 Meurthe-et-Moselle

Liaison Nancy

Fédération anarchiste

les groupes

federation-anarchiste.org

c/o Le Monde libertaire

56 Morbihan

**Groupe libertaire
Francisco Ferrer**

Cité Allende

Boîte 19

56 100 Lorient

fedeinar56@yahoo.fr

Groupe Libertaire René Lochu

6, rue de la Tannerie

56 000 Vannes

fedeinar56@yahoo.fr

57 Moselle

Groupe de Metz

Association culturelle libertaire

BP 16

57 645 Noisseville

63 Puy-de-Dôme

Liaison Clermont-Ferrant

c/o Le Monde libertaire

67 Bas-Rhin

Groupe de Strasbourg

c/o ACLS

1A place des Orphelins

67 000 Strasbourg

groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org

www.fastrasbg.lautre.net

Liaison Bas-Rhin

c/o Remon

BP 35

67 340 Ingwiller

liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

69 Rhône

Groupe Vivre Libre

c/o La Maison des passages

44, rue Sain- Georges

69 001 Lyon

groupe@vivre-libre.org

http://vivre-libre.org

71 Saône-et-Loire

La Vache Noire

c/o ADCLSL

BP 516

71 322 Chalons-sur-Saône CEDEX

http://libertaire71.monsite.wanadoo.fr

72 Sarthe

Groupe Lairial

L'épicerie du Pré, café, cantine.

31, rue du Pré

72 000 Le Mans

Permanence libertaire le samedi de

17 heures à 19 heures

et «Café libertaire» le premier

samedi du mois à la même adresse.

73 Savoie

Groupe Chambéry

c/o La salamandre

Maison des associations

67, rue St-François-de-Sales

Boîte X/33

73 000 Chambéry

FA73@no-log.org

http://fa73.lautre.net

75 Paris

Groupe Pierre Besnard

c/o Le Monde libertaire

groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org

Groupe La Vache Folle

c/o Le Monde libertaire

vfolle@multimania.com

www.multimania.com/vfolle

Groupe Claaaaaash

c/o Le Monde libertaire

groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

claaaaaash.over-blog.org

Groupe libertaire

Louise-Michel

10, rue Robert-Planquette

75 018 Paris

groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org

Groupe Berneri

c/o Le Monde libertaire

Groupe La Rue

c/o Le Monde libertaire

Groupe Idées noires

c/o Le Monde libertaire

Vente du Monde libertaire tous les

dimanches au marché de Malakoff

de 11 heures à 12 h 30.

ideesnoires.fa@noos.fr

Librairie du Monde libertaire

145, rue Amelot

75 011 Paris

Tél.: 01 48 05 34 08

Fax: 01 49 29 98 59

Ouverture:

du lundi au vendredi: 14 heures à

19 h 30

le samedi: 10 heures à 19 h 30

Bibliothèque La Rue

10, rue Robert-Planquette

75 018 Paris

Ouverte le jeudi de 18 heures à

19 heures 30

Samedi de 15 heures à 18 heures

Radio Libertaire

89,4 MHz et sur le net

76 Seine-Maritime

Groupe de Rouen

c/o Librairie l'Insoumise

128, rue St-Hilaire

76 000 Rouen

farouen@no-log.org

http://federation-anarchiste.org/fa...

Librairie l'Insoumise

128 rue St-Hilaire

76 000 Rouen

Ouverture:

Mercredi 16 heures à 18 heures.

Vendredi 17 heures à 19 heures.

Samedi 11 heures à 18 heures.

Pendant les vacances scolaires les

Samedis de 14 heures à 18 heures.

Groupe Zéro de conduite

Le Havre

c/o Le Monde libertaire

77 Seine-et-Marne

Groupe Sacco et Vanzetti

c/o GRELE

1 bis, rue Émilie

77 500 Chelles

80 Somme

Groupe Alexandre Marius Jacob

c/o Le Monde libertaire

fa-amiens@no-log.org

83 Var

Groupe Nada

c/o ACL

BP 5 137

83 093 Toulon CEDEX

contact@groupenadatoulon.lautre.net

http://groupenadatoulon.lautre.net

84 Vaucluse

Groupe Gard-Vaucluse

c/o Agdir

BP 5 018

30 900 Nîmes

fa30-84@no-log.org

http://fa-30-84.org

Vente du Monde libertaire le

premier samedi matin du mois sur

le marché d'Apt et tous les

dimanche matin vers 11 heures à

Avignon, place des Carmes.

89 Haute-Vienne

Liaison Haute Vienne

c/o Le Monde libertaire

91 Essonne

Liaison Evry-Corbeil

c/o Le Monde libertaire

anarchismes@free.fr

Rat (Réseau pour

l'abolition de la télévision)

c/o Le Monde libertaire

92 Hauts-de-Seine

Groupe Idées noires

c/o Le Monde libertaire

ideesnoires.fa@noos.fr

Vente du Monde libertaire tous les

dimanches au marché de Malakoff

de 11 heures à 12 h 30.

93 Seine-St-Denis

Groupe Henry Poulaille

c/o Le Monde libertaire

groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

Liaison Albert Camus

c/o Le Monde libertaire

Liaison Detox

c/o Le Monde libertaire

94 Val-de-Marne

Groupe Elisée Reclus

c/o Le Monde libertaire

faivry@no-log.org

95 Val-d'Oise

Groupe Makhno

de Cergy-Pontoise

c/o Le Monde libertaire

makhno-cergy@tele2.fr

Belgique

Groupe Ici et maintenant

c/o Le Monde libertaire

groupe-ici-et-maintenant@federation-

anarchiste.org

www.ici-et-maintenant.org

Le groupe édite avec d'autres le

trimestriel À voix autre

www.avoixautre.be

Le Monde libertaire

145, rue Amelot

75011 Paris

DIMANCHE

08h00 : *Goloss trouada, la voix du travail*, émission franco-russe
 10h00 : *Ni maître ni dieu*, émission de la coordination nationale des libres penseurs
 12h00 : *Folk à lier*, le magazine des musiques traditionnelles
 14h00 En alternance :

- **Tempête sur les planches**, actualité du théâtre et de la danse ①
- **Symbiose**, le mode du libre sous tous ses aspects : informatique, artistique... ②

• **Cris et murmures**, la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam ②

15h30 En alternance :

- **Chants, contre-chants**, cinéma d'auteur(s) et chanson à texte(s) ②
- **Des mots, une voix**, des mots, des auteurs ②

17h00 : **Le mélange**, musique et actualité du spectacle

18h30 En alternance :

- **Echos et frémissements d'Irlande**, émission de l'association irlandaise ①
- **Il y a de la fumée dans le poste**, émission du CIRC ①

20h30 En alternance :

- **Détruire l'ennui**, anarcho punk et diy (dot it yourself) ①
- **Les désaxés**, ciné en zone libre ①

22h00 **Les liaisons dangereuses**, c'est à dire en alternance :

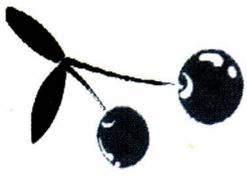
- **Obsession'elles**, rock et libres propos ①
- **Séppuku**, musiques électroniques ①

24h00 En alternance :

- Plage musicale
- **Balístik**, musiques créatives ②

RADIO LIBERTAIRE

En Ile de France : 89.4 MHz
 Et sur Internet, depuis <http://www.federation-anarchiste.org>
 La voix sans dieu, sans maître et sans publicité
 de la Fédération anarchiste
 Grille à jour en septembre 2007



LUNDI

08h00 : **Lundi matin**, infos et revue de presse

13h00 : **Les partants eux de la Commune**, émission sur la Commune de Paris

15h00 En alternance :

- **Fiamencamente**, le flamenco dans tous ses états ①
- **Ondes de choc**, magazine culturel, poésie, chansons et littérature ①

17h00 : Plage musicale

18h00 En alternance :

- **Les mangoux d' terre**, écolo-libertaire ② (1^{er} lundi du mois)
- **Agora libertaire**, émission des groupes régionaux de la Fédération Anarchiste ①
- **La santé dans tous ses états**, l'actualité du milieu de la santé (3^{ème} lundi du mois) ②

19h30 : « **Le monde merveilleux du travail** » : des syndicats de la CNT

21h00 : **Ça urge au bout de la scène**, actualité de la chanson

22h30 : **De la pente du carnel, la vie est magnifique**, comme son nom l'indique

Périodicité des émissions :
 ① bi-mensuelle
 ② mensuelle ③ autre
 Sans indication : hebdomadaire

MARDI

08h00 : **Le parisien libertaire**, actualité parisienne

09h30 : **Zone à mix**, scratch music

11h : Plage musicale

12h30 : **Wreck this mess**, cocktail de musiques radicales

14h30 : **L'idée anarchiste**, textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

16h00 : **Les amis d'Orwell**, émission de la coordination IdF contre la vidéosurveillance et le contrôle social ②

17h00 : **Des oreilles avec des trous (dedans)**, des tuisiques molles pour fous les tous

18h00 En alternance :

- **Idéaux et débats**, émission littéraire ①
- **Pas de quartiers...**, ça se passe près de chez vous ①

19h30 : **Paroles d'associations**, magazine de la vie associative et culturelle

20h30 : **Radio libertaria**, émission de la CNT/AIT

22h30 : **Jazz en liberté**, free jazz et musiques improvisées

MERCREDI

08h00 : **Les Destinées de l'Histoire**, toute l'histoire, rien que de l'histoire

09h30 : **Court-Circuit**, Philosophie ①

10h30 : **Blues en liberté**, émission musicale blues

12h00 : **Sans toit ni loi**, émission sur les mal-logés et la précarité

14h00 : **Le manège**, littérature, cinéma

16h00 : **Léo 38** : Reggae et autres

17h00 : **Décalages horaires**, musiques du monde

18h30 : **Femmes libres**, femmes qui luttent, femmes qui témoignent des luttes de prisonniers

22h30 : **Traffic**, musiques urbaines et libres propos

00h30 : **Free libertaire** : musiques alternatives

Type des émissions :
 ① militante
 ② culturelle ③ musicale

JEUDI

08h30 : **Jus de rue**, infos et actualité libertaire de l'actualité

12h00 : **De rimés et de notes**, actualité de la chanson et du spectacle

14h00 : **Radio Curtable**, la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 : **Bibliomanie**, autour des livres...

16h30 : **Petites annonces d'entraide**, antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 : **Les enfants de Stonewall**, En alternance :

- **Pédcrama** ②
- **Body freaks**, la radio Trans (actus et débats trans) ②
- **Affinités électives** ②
- **Sida bla bla**, émission d'Act Up-Paris ②

Si 5^{ème} jeudi : **questions LGBT**

20h30 : **Entre chiens et loups**, art, anarchie (arts plastiques, poésie, musiques...)

22h00 : **Epsilonia**, musiques expérimentales et expérimentations sonores

Nouvelles émissions :
 ① libertaire et sociale ①
 ② **La grenouille noire**, anarchisme et écologie ①
 ③ **Ca booste sous les pavés**, musiques, reportages et actu

VENDREDI

10h00 : **Af(O)ndes**, relais des expériences, des actions, des luttes sociales menées, ici et là-bas par les africains ②

12h00 : Plage musicale

13h00 : **Place aux fous**, Philosophie et musique. Disciplines de l'indiscipline

14h30 : **Les oreilles libres**, musiques engagées

16h00 : **Koumbi**, culture, histoire, société et immigration, autour de l'Afrique

17h30 : En alternance :

- **Radio ZAM**, spécial espéranto jeunes ②

19h00 L'Invité du vendredi, c'est à dire en alternance :

- **Des droits et des hommes**, émission de la Ligue des Droits de l'Homme ②
- **L'antenne sociale**, autour des acteurs du social ②
- **Raison présente**, émission de l'Union Rationaliste de France ②
- **Trait d'union**, le mouvement des idées ②

21 h 00 En alternance :

- **Offensive**... libertaire et sociale ①
- **La grenouille noire**, anarchisme et écologie ①
- **Ca booste sous les pavés**, musiques, reportages et actu

SAMEDI

08h00 : **Réveil hip-hop**, hip-hop
 10h00 : **La philanthropie de l'ouvrier charpentier**, comme son nom ne l'indique pas

11h30 : **Chronique syndicale**, luttes et actualités sociales

13h30 : **Chroniques rebelles**, débats, dossiers et rencontres

15h30 : **Deux sous de scène**, le magazine de la chanson vivante

17h00 En alternance :

- **Bulles noires**, bandes dessinées et polar ③
- **Bulles de rêve**, cinéma d'animation ②

19h00 En alternance :

- **Tribuna latino-americana**, actualité politique de l'Amérique latine ①

- **Longtemps, je me suis couché de bonne heure**, magazine des livres, de la musique et du cinéma ①
- **Les passeurs de la nuit**, émission mensuelle de cinéma ①

21h00 **Les nuits libertaires**, c'est à dire en alternance :

- **Orpheus Antissa, Les jardins d'Orphée**, chronique artistique, musique classique et contemporaine ①
- **Tormentor**, musiques alternatives ①

23h00 : **Nuits off**, topologies sonores, rock et chroniques ①

VENDREDI bis

00h00 : **Les Destinées Nocturnes de l'Histoire**, une nuit thématique en histoire (2^{ème} vendredi) ②

Permanence du secrétariat : le mardi à partir de 19 heures au siège social - 145 rue Amelot - 75011 PARIS
 Tél. Siège : 01 48 05 34 08 Fax 01 49 29 98 59 Tél. Studio 01 43 71 89 40 e-mail : radio-libertaire@federation-anarchiste.org
 Grille téléchargeable au format pdf, sur le site de Radio Libertaire : www.federation-anarchiste.org



Howard Chandler Christy: 'Unhappy Holiday, 1934'